

BULLETIN DE LIAISON DE L'AIACE SECTION BELGIQUE

Apropos



JULLET • AOÛT • SEPTEMBRE 2025 | 111



Nos écoles en danger



LA RÉDACTRICE EN CHEF | MONIQUE THÉÂTRE

Née à Bruxelles. Entre à la Commission en 1981 au SCIC, ensuite DG II, puis DG XXII. En 1991, détachée de la DG Administration pour diriger le secrétariat international de l'AIACE. S'occupe notamment de la rédaction de « Vox ». En 2004, réintègre l'administration au sein

des services sociaux, en charge des pensionnés. Devient ensuite chef de nouveau secteur « Support social et Relations avec les anciens ». Lance l'Info Senior et l'initiative Active senior (valorisation de l'expertise). Pensionnée depuis 2018. Membre du Conseil d'administration de la section Belgique depuis mars 2020. Aime le piano, les soirées entre amis et la Lettonie, terre natale de sa mère.



GABRIELLE CLOTUCHE

Belge, née à Vielsalm. Mathématicienne, ancien directeur général de la sécurité sociale en Belgique. Représente la Belgique à la Commission, au Conseil de l'Europe et à l'OCDE et mène de nombreuses négociations avec la Turquie, le Chili, la Norvège, les

Philippines, l'Algérie. Rejoint la Commission en 1997 (DG V), directeur en charge de l'action et de la politique sociale puis, à Eurostat, directeur des statistiques sociales. Détachée à la Confédération européenne des syndicats, adjointe au secrétaire général John Monks. Retraitee depuis 2011. Maître de conférence émérite (20 ans) chargée de cours « Politiques sociales en Europe » à l'Institut du travail de l'UCLouvain.



DANIEL GUGGENBÜHL

Originaire de Strasbourg. Études de sciences politiques et de lettres. A fait l'essentiel de sa carrière aux Relations extérieures de la Commission : relations multilatérales, Chine, pays d'Europe centrale et orientale. Président de la Section Belgique de l'AIACE de 2005

à 2008. A lancé l'Écrist dans sa version précédente avec Jean-Bernard Quicheron en 2005. Aime la littérature, la musique et les débats politiques. A écrit plusieurs romans. Contribue aussi au périodique du Cercle littéraire de l'UE. Aime observer l'entrée de ses petits-enfants dans la vie réelle.



ROBERT COX

Né à Londres. Études en sciences économiques, politiques, langues et civilisations germaniques et slaves à Cambridge et au Collège d'Europe (Bruges). Débute comme journaliste à Londres (The Economist).

En 1968, intègre le Groupe du Porte-parole de la Commission, en 1973, le Cabinet Thomson (politique régionale), puis la DG Développement (VIII). Chef de la Représentation de la Commission à Ankara. Rentre en 1983 à Bruxelles comme chef de division à la DG Information (X). A l'éclatement de la guerre civile en Yougoslavie, rejoint la EC Monitoring Mission (ECMM) à Zagreb. En 1993, adjoint du directeur à ECHO. Retraite en 2000. Peint, dessine, écrit, étudie l'histoire et la politique.



JEAN-FRANÇOIS DREVET

Né à Presles (Val d'Oise). École normale supérieure, agrégation de géographie. Coopérant en Afrique sub-saharienne (Kivu, Côte d'Ivoire), puis au Moyen-Orient. Chargé des fonds structurels européens à la DATAR (Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale), puis fonctionnaire à la DG REGIO à partir de 1989 (programme de prospective Europe 2000, puis préparation au grand élargissement de 2004). Pensionné depuis 2005, travaille comme expert indépendant sur les problèmes de voisinage. Depuis 2007, tient une chronique européenne dans la revue Futuribles ; a publié plusieurs livres sur des thèmes européens (politique régionale, élargissement de 2004, problème de Chypre).



JÜRGEN ERDMENGER

Né à Hambourg. Juriste, d'abord fonctionnaire fédéral allemand. Intègre la Commission européenne en 1973. Directeur à la DG Transport, participation au développement de la politique commune de transport (route, rail, navigation aérienne, navigation maritime

et fluviale) en particulier sous les Commissaires Van Miert et Kinnock. Après la pension en 1998, conseiller (questions européennes) d'ONGs dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Participation aux activités de la Chapelle de la Résurrection, de l'Église protestante de langue allemande ainsi que de la Société anthroposophique. Aime son épouse, ses filles, l'art, la musique et la poésie.



RENAUD DENUIT

Né à Bruxelles en 1950, marié, trois fils. Écrivain : une vingtaine de titres publiés relevant de divers genres littéraires. Docteur en philosophie, outre quelques masters (UCL). Journaliste politique pour la RTBF et la presse écrite (1973-1985). Administrateur à la Commission

européenne (1985-2012). Conseiller communal d'Etterbeek (1988-1994). Professeur invité à l'UCL (1997-2012), à l'Université Saint-Louis Bruxelles (2012-2018) et à l'ICHEC-Brussels Management School (2010-2016). Vice-président de l'Association des Écrivains belges (2014-2016). Actuellement : éditorialiste de l'Agence Europe, professeur invité à l'Université de Lille et conférencier pour le Collège Belgique de l'Académie Royale.

Éditeur responsable

Raffaella Longoni

Rédactrice en chef

Monique Théâtre
monique.theatre@gmail.com

Comité de rédaction

Gabrielle Clotuche
Robert Cox
Renaud Denuit

Jean-François Drevet
Jürgen Erdmenger
Daniel Guggenbühl

Design, impression et expédition

OIB - Commission européenne

Designer graphique

Frédérique Guiot

Dépôt Bibliothèque Royale de Belgique

ISSN 1783 - 5410

Les textes n'engagent que leurs auteurs et non l'AIACE ni la Commission européenne

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne

Section Belgique
VM-18 03/58 • B-1049 Bruxelles
Tél : +32(0)2 295 38 42
E-mail : aiace-be@ec.europa.eu
www.aiace-be.eu

IBAN: BE68 2100 3777 0034

BIC: GEBABEBB

N° d'entreprise : 0450733759

SOMMAIRE

LE COMITÉ DE RÉDACTION

HET WOORD VAN DE VOORZITSTER | LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

«Het uur van de wolven» | L'heure des prédateurs

Raffaella Longoni

LE BILLET DE LA REDAC' CHEFFE

Une rentrée pleine d'incertitudes

Monique Théâtre

VIE DE LA SECTION

Le CA en vacances

Félix Geradon

Bienvenue à nos nouveaux membres ! Welcome to our new members!

Welkom aan onze nieuwe leden!

Le Cercle des marcheurs du jeudi

Isabelle De Moor & Marc Aertgeerts

Club européen  European Club

Alan Hick

Les Clubs de la bière et du vin | The Beer and Wine Clubs

EUROPE

Ensemble pour l'Europe au moment où l'histoire se réécrit ?

Richard Stock

Les Vingt-Sept et le Royaume-Uni après le Brexit

Daniel Guggenbühl

The growth strategy no one will say out loud : rejoin the European Union

Richard Corbett

Summits, strategies & stress

Robert Cox

Alllemagne : le tournant

Daniel Guggenbühl

La fin de l'insouciance stratégique

Jean-François Drevet

EU Mega Fund : quo vadis EU Money ?

Jean-Guy Giraud

L'Europe a enfin son journal

Monique Théâtre

Le drapeau européen flotte depuis 40 ans

Source : Europa

SOCIÉTÉ

Profs usés, école en danger

Gabrielle Clotuche

Voyager en avion dans l'Union européenne : attention à la liste noire !

Monique Théâtre

PORTRAIT

Living with Parkinson's: Janette Sinclair on her DBS

Monique Théâtre

(Deep Brain Stimulation) experience

INSTITUTIONS

Le Cercle Littéraire de l'Union européenne :

savourer ensemble le plaisir des mots

Mireille Delprat

CULTURE

Le pass musées : un an de découvertes culturelles en Belgique !

Erika T'jaeckx

Ceci n'est pas une Pipe! van Hoogstraten, a master illusionist

Gudrun Schmidt

LES ANCIENS PUBLIENT

Hidden Truths of the Israeli-Palestinian Conflict: Corrado Pirzio-Biroli

Robert Cox

LU POUR VOUS

«L'avenir se joue à Kyiv» de Karl Schlögel

Renaud Denuit

Robert Menasse: Die Welt von morgen –

Ein souveränes demokratisches Europa – und seine Feinde

Jürgen Erdmenger

Daniel Cohn-Bendit : itinéraire d'un Européen

Jean-Pierre Dubois

Moi, Europe - Femme, déesse, continent

Gabrielle Clotuche

Hugo Micheron : La colère et l'oubli

les démocraties face au djihadisme européen

Jean-François Drevet

Trois bandes dessinées de grande classe

Nathalie Vercruyse

TRIBUNE LIBRE

Europa versus "imperia"

Joris Declerck

SECRÉTARIAT DE L'AIACE

APROPOS

Souhaitez-vous continuer à recevoir Apropos en version papier?

Would you like to continue receiving the paper version of Apropos ?

FR | APPEL à Contributions **NL** | Uw bijdragen graag !

DE | Aufruf zu Beiträgen **EN** | Call for contributions

IN MEMORIAM

Richard Hay (1942-2025) - Paul Collowald (1923-2025)

Giuseppe Ciavarini Azzi (1938-2025) - Dieter Frisch (1931-2025)

NOUS ONT QUITTÉS

2
4
4
4
4
6
6
8
8
9
9
10
10
11
12
14
16
18
19
20
20
21
21
24
25
25
26
26
28
28
30
32
32
33
33
34
36
37
38
39
40
40
41
42
42
42
43
43
43
44



«Het uur van de wolven»

Deze titel komt niet van mij, hij komt van het laatste boek van Giuliano da Empoli, schrijver van het welbekende «De Kremlinfluisteraar». Volgens mij zijn alle artikelen in onderhavig nummer uiterst boeiend. De tekst van Gabrielle Clotuche over het onderwijs betreft een onderwerp van het grootste belang voor onze samenlevingen, klaar en helder beschreven in «Opgebrande leerkrachten, scholen in gevaar». Maar omdat we nu ook de literaire september begonnen zijn, kan ik niet om het meest recente boek van Giuliano da Empoli heen, «Het uur van de wolven». Dit prangende werk, half fictie en half essai, vormt een verbindende draad tussen de verschillende bijdragen aan dit nummer 111, en wel vooral met het boek «Entscheidung in Kiew» van Karl Schlögel, u gebracht door Renaud Denuit, alsook het artikel van onze collega Joris Declerck «Europa versus imperia».

Da Empoli leidt ons door de geschiedenis, begint met de Azteken van Moctezuma, via Machiavelli en de periode van de Borgia, om uit te komen bij onze tijd, nu dat machtshonger en wraakzucht kern en enig doel van het politiek handelen zijn geworden. En dit handelen wordt hoofdzakelijk gevoed door chaos, door middel van krachtsvertoon en verdraaiing van historische gebeurtenissen. Kennis en weten, met verschuldigde terughoudendheid jegens het verleden, worden vervangen door blind geloof in de macht van een enkeling. Nadenken hoeft niet, geloven en gehoorzamen is voldoende. Dientengevolge zullen wij zien dat de platforms en kunstmatige intelligentie vervolgens het begrip van het menselijk bevattingvermogen gaan overstijgen. Het uur van de wolven is gekomen.

En hun prooien zijn gemakkelijk, want onthutst bij de overrompeling door zoveel geweld. De tijd dat informatie en kennis onze onzekerheid over de toekomst konden verzachten, is voorbij. Wij worden overstelpt met allerhande data en zijn steeds minder in staat onze toekomst in te schatten. Deze schets is duister en verontrustend, en de prooien van deze chaos dat zijn onze liberale democratieën, dat is ons Europa, met zijn waarden die risikerer onder te gaan in de monstergolven van de grootste mogendheden. Laat mij iets citeren uit dit boek, ijzig maar realistisch, dat de Amerikaanse president betreft, maar dat evengoed op andere wolven kan slaan, allereerst wel op de «Kremlinfluisteraar»: «Onze democratieën lijken heden ten dage nog solide te zijn, doch te verwachten is dat het ergste nog gaat komen. De president van Amerika voert een bontgekleurde stoet aan van autocraten zonder complexen, van tech-roofridders, reactionairen en ongeduldige complot-oprollers. Een tijd van onbegrensd geweld staat voor ons en net zoals in de tijd van Leonardo da Vinci lijken de verdedigers van de vrijheden slecht voorbereid op de taken die hun wachten.»

Wij mogen hopen dat Da Empoli al te pessimistisch is. Doch hopen alleen is onvoldoende, maar dat had ik helaas al gereleveerd. ■

Raffaella Longoni
Traduction : Jaap Geenen



LE BILLET DE LA RÉDAC'CHEFFE

Une rentrée pleine d'incertitudes

La rentrée scolaire est bien plus qu'un retour en classe. C'est un moment charnière où les sociétés s'interrogent sur l'avenir qu'elles souhaitent transmettre. L'intéressante étude présentée

par Gabrielle Clotuche fait planer une ombre sur l'école : celle d'un enseignement en danger. Le manque de moyens, la crise du recrutement, l'épuisement des enseignants sont les symptômes

d'un système vacillant. Or, il n'y a pas de démocratie forte sans école forte. Redonner un souffle à l'enseignement est un impératif car nos enfants sont notre avenir. Pendant ce temps, sur la scène internationale, un autre type de dialogue reprend. Celui, bien réel, entre le Royaume-Uni et l'UE. Après les crispations post-Brexit, un vent de

« L'heure des prédateurs »

Ce titre ne m'appartient pas. C'est celui du dernier livre de Giuliano da Empoli, auteur du bien connu « Le mage du Kremlin ». Dans ce numéro, tous les articles me semblent passionnants. L'article de Gabrielle Clotuche sur l'éducation aborde un sujet de la plus haute importance pour nos sociétés, avec intelligence et justesse dans « Profs usés, école en danger ». Mais puisque nous sommes à la rentrée littéraire, je ne résiste pas à la tentation de citer le dernier livre de Giuliano da Empoli « L'heure des prédateurs ». Cette œuvre percutante, à mi-chemin entre un récit et un essai, constitue un lien entre plusieurs contributions à cette édition 111, en particulier le livre « L'avenir se joue à Kiev » de Karl Schlögel, présenté par Renaud Denuit, et l'article de notre collègue Joris Declerck « Europa versus imperia ».

Da Empoli nous emmène à travers l'histoire, en commençant par les Aztèques de Moctezuma, en passant par Machiavelli et l'époque des Borgia, pour arriver à notre époque, là où le pouvoir et la vengeance sont devenus la quintessence et le seul but de l'action politique. Et cette action se nourrit essentiellement du chaos, à travers la violence et les mensonges historiques. Le savoir, l'humilité de la connaissance du passé et des erreurs commises sont remplacés par la foi aveugle dans le pouvoir d'un seul. Il ne faut pas réfléchir, il suffit de croire et d'obéir. En guise de corollaire, nous verrons les plateformes et l'Intelligence Artificielle dépasser les capacités explicatives de la conscience humaine. L'heure des prédateurs est arrivée.

Les proies sont faciles car désarmées devant la soudaineté de tant de violence. L'époque où les informations et les connaissances pouvaient réduire les incertitudes sur l'avenir est révolue. Nous sommes inondés de données de toute sorte et nous sommes de moins en moins capables de prévoir notre avenir. Le tableau est sombre et inquiétant et les proies dociles de ce chaos ce sont nos démocraties libérales, notre Europe, avec ses valeurs menacées par le risque de la résignation face à la déferlante des grandes puissances. Je cite un passage de ce livre, glaçant mais réaliste, qui se réfère au président américain mais qui pourrait tout aussi bien concerner d'autres prédateurs, en premier lieu « le mage du Kremlin » : « Aujourd'hui nos démocraties paraissent encore solides. Mais nul ne peut douter que le plus dur est à venir. Le président américain a pris la tête d'un cortège bariolé d'autocrates décomplexés, de conquistadors de la tech, de réactionnaires et de complotistes impatientes d'en découdre. Une ère de violence sans limites s'ouvre en face de nous et, comme au temps de Leonard de Vinci, les défenseurs de la liberté paraissent singulièrement mal préparés à la tâche qui les attend ».

Nous pouvons espérer que Da Empoli pêche par excès de pessimisme. Mais espérer ne suffit pas, et ça aussi, hélas, je l'ai déjà écrit. Bonne lecture et bonne rentrée, sincèrement. ■

Raffaella Longoni

réalisme souffle sur Londres comme sur Bruxelles. Les crises globales - qu'elles soient économiques, climatiques ou géopolitiques - nous rappellent que l'isolement est une illusion dangereuse. Suivons la consigne de Richard Stock, restons ensemble pour l'Europe au moment où l'histoire se réécrit. Et il y a urgence. Car la fin de l'insouciance

stratégique est désormais actée. Dans un monde marqué par le retour des conflits à grande échelle et des régimes autoritaires de plus en plus affirmés, les démocraties doivent renforcer leur résilience et réaffirmer leurs valeurs. Face à ce monde aux contours flous, l'art peut être un miroir étonnant. Les trompe l'oeil de van Hoogstraten,

peintre trop méconnu, fascinent. Ne sont-ils pas d'une certaine manière une métaphore de notre époque où les évidences sont parfois des façades ? Alors, en cette rentrée, plus que jamais, continuons à enseigner et restons lucides. Bonne lecture ! ■

Monique Théâtre

Le CA en vacances

par Félix Geradon
Secrétaire général de l'AIACE-BE



© Adobe Stock

Accès en ligne

Un autre sujet nous a aussi beaucoup occupés : la suppression du SMS comme méthode d'authentification pour les applications du PMO et notamment le RCAM (RCAM Online ou MyPMO). Tant notre section Belgique que l'AIACE Internationale ont tenté d'obtenir son report, ne fût-ce que de quelques mois, mais en vain. Avec d'autres, nous avons aussi mis tout en œuvre pour permettre au plus grand nombre possible d'entre vous de mettre en place une autre méthode d'identification (l'application EU Login, la carte d'identité électronique ou ItsMe, une clé de sécurité ou une plateforme de sécurité) : de nombreuses séances des « Matinées de l'informatique », la présence de collègues du PMO aux assemblées générales de l'AIACE-BE et de l'AIACE Internationale, les sessions collectives ou individuelles organisées par le PMO, ou simplement l'aide d'un ancien collègue. Mais le résultat reste insuffisant. En Belgique, il y avait au début 2025 plus de 5100 retraités qui se connectaient uniquement grâce à un code reçu par SMS. Au 30 juin, il en restait près de 1200. Il est probable que certains d'entre eux auront fini par réussir à installer une autre méthode d'authentification, mais il reste certainement, rien que pour la Belgique, un millier d'anciens collègues qui rentraient leur demande de frais médicaux en ligne et qui soit vont recommencer à utiliser les formulaires papier, soit vont renoncer à demander le remboursement. Si vous faites partie de ces collègues qui n'ont plus accès aux applications de la Commission, n'hésitez

pas à contacter le PMO ou même notre secrétariat pour trouver une solution.



© Adobe Stock

Événements

Lors de ses réunions de mai et de juin, le CA a essentiellement préparé les activités proposées à l'automne : un concert avec repas à la Chapelle Musicale Reine Elisabeth, une matinée au théâtre, une visite de l'OTAN ou des réunions du Club européen. Pour 2026, Raffaella a prévu les trois croisières qui vous ont déjà été annoncées : Malte et la Grèce, Berlin et la Baltique et le Rhône.

Entraide sociale

Hélène a aussi mis la dernière main à un travail de longue haleine, la mise à jour de la brochure « Entraide sociale », qui figure sur notre site et que vous avez reçue avec notre numéro précédent (vous pouvez aussi obtenir sur demande les versions anglaise et néerlandaise). On y trouve toutes les informations utiles sur l'aide que peuvent apporter aux retraités les services sociaux des institutions, le secrétariat et les bénévoles de l'AIACE-Belgique ou les services communaux, sur les services d'aide et de soins à domicile mis en place par différentes organisations, sur l'assurance-maladie et les assurances complémentaires et sur les maisons de repos.

La prochaine assemblée générale

Dans le précédent numéro, nous vous avons parlé de notre assemblée générale 2025, qui a eu lieu le 24 avril. Depuis juin, nous préparons activement l'assemblée 2026, qui marquera la fin de notre mandat de trois ans (2023-2026) et l'élection d'un nouveau conseil d'administration. Une assemblée avec élection ne s'improvise pas. Il faut d'abord s'assurer de la disponibilité de la salle De Gasperi au Charlemagne, la seule suffisamment spacieuse pour accueillir notre assemblée. Afin de respecter la durée de notre mandat et de tenir l'assemblée 2026 en mars et non en avril comme en 2024 et 2025, nous avons réservé la salle dès octobre 2024 et nous pouvons déjà vous annoncer que l'assemblée aura lieu le lundi 2 mars 2026.

Dès septembre, nous devons adopter l'appel à candidatures qui vous parviendra en octobre et que vous devrez nous renvoyer en novembre.

Vous trouvez que, au cours des trois dernières années l'AIACE a répondu à vos souhaits et à vos besoins ?

C'est parfait ! Alors pourquoi ne pas rejoindre le conseil d'administration ? Vous pourrez participer avec les autres élus à la préparation et à l'organisation de nos différentes activités. Même si le prochain CA poursuit dans la lignée de l'équipe actuelle, il est important d'avoir de nouveaux membres, tant pour remplacer ceux qui ne se présenteront plus que pour apporter du sang neuf et de nouvelles idées.

Vous pensez qu'il y a quand même certains points à améliorer ? Ou qu'il y a beaucoup de choses à changer dans notre association ?

Raison de plus ! Dans ce cas, vous devez absolument vous porter candidat(e) aux prochaines élections. C'est grâce à vos idées, à vos critiques constructives, à votre participation, que l'AIACE-BE deviendra une association encore plus en phase avec les besoins et souhaits de ses membres.

Est-ce que cela représente beaucoup de travail ? Tout dépend du temps et de l'énergie que vous êtes disposé(e) à donner à l'association. Nous tenons en général une réunion par mois (sauf en été), dans nos locaux du Van Maerlant 18. C'est donc un « investissement de départ » assez limité. Bien sûr, certains membres s'impliquent davantage : président(e), vice-président(e)s, trésorier(ère), secrétaire général(e) ou délégué(e) à la protection des données sont des fonctions qui demandent plus d'engagement. Par ailleurs, certains



© Adobe Stock

membres du conseil d'administration préparent, organisent ou accompagnent les activités que nous proposons à nos membres. D'autres sont bénévoles (sociaux, administratifs ou informatiques) ou coordonnent les bénévoles, ... Pour celui ou celle qui souhaite s'engager davantage, les possibilités sont quasi-infinies. Mais d'autres se bornent aussi à participer activement aux réunions.

En conclusion, nous vous engageons vivement à présenter votre candidature au conseil d'administration pour continuer à faire vivre notre association. C'est important pour beaucoup de retraités, que ce soit pour maintenir des contacts lors des activités conviviales ou pour obtenir l'aide et le soutien nécessaire face à des procédures souvent complexes ou face aux vicissitudes de la vie. Les actuels membres du CA comptent sur vous ! ■

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2023 - 2026

Présidente	Raffaella Longoni
Vice-Présidentes	Nadine Wraith Christel Schilliger-Musset
Secrétaire Général	Félix Geradon
Trésorière	Christel Schilliger-Musset
Trésorier adjoint/ Gestion liste des membres	Gilbert Lybaert
Délégué à la protection des données	Joannes Thuy
Membres	Pierre Blanchard Hélène Chelmis Dominique Dedeken Nicole Hankart Alan Hick Brigitte Pretzenbacher Monique Théâtre Eliane Van Tilborg
Associé	Christian Waeterloos

Bienvenue à nos nouveaux membres ! Welcome to our new members! Welkom aan onze nieuwe leden!



© Adobe Stock

ARPIO SANTACRUZ Marta

AVRAAM Alexandra

BESZLEJ Gabriel Marek

BEVILACQUA Stéphanie

BIRDSEYE Kevin

BORDET Olivier

BOSONI Roberta

BRIOLO Carmen

BROOKS Stephanie

BURMANJER Robert

CAENEN Lieve

CALATOZZOLO Rita

CARICHAS ALMEIDA Silveria Maria

CAVE Margje

CLERGE Sylvie

COLOGNESI Bruno

COPPENS Dominique Paule

CORBETT Richard

CROFTON Lesley

DALY Martina

DE LEL Gisèle

DEJAIFFE Luc

DESCHAMPS Georges

ENTMAYR Wolfgang

ESPINOSA MACHIAVELLO

Miguel Angel

FEIGE Thomas

FLORES GUAL Elena

FONTEYNE Marleen

FORMA Lucia

FOTINOI Olga

FRIARI Petri Aslak

GIANNOPOULOU Anna Maria

GLAS Johanna

GOFFART Nancy Louise

GONZALEZ GAYOSO Maria Josefa

GRAZZINI Sandra

GUSTAFSSON Ralf

GYSEN Daniel

HARIG Ludwig

HOLLEVILLE Michel

HUBEAUX Michael

HUGO Michele

IMMONEN Minna

JOPPART Marc

KINDERS Geert

LAINE Maarit

LANNEAU Reinier

LASO SANZ Cristina

LECHADO GARCIA Jose Carlos

LEFEVRE Pascal

LEONARD Niall

LICHDI Bettina

LUCENTINI Fausta

LUOMAKORTES Pia

LUYPAERT Jacqueline

MATTHEWS Catherine

MERCADE LLORDACHS Leandro

MESKENS Ann

MEYER Daniel

MITSCHE Dominique

MONNET Dominique

MOREIRA RIBEIRO Maria do Pilar

MURAILLE Berenice

NERI Susanita

NILS Didier

O'HIGGINS Niall

PETERS Torsten

PETROPOULOS Stavros

PIRON Robert

PRICK Pascale

PROKOP Eunike

RAMAROSON Rachel

RICCI Cristina

ROBERTS Phillip

ROSEAU Elisabeth

SCATOLI Carlo

SCHALLY Hugo Maria

SCHEERLINCK Danny

SCHOBESBERGER Wolfgang

SIMOES DE PINA Deolinda

SMETS Carine

SPIRITO Rosina

STRAUTINA Ineta

SUY Marilyn

SZCZUKA Katarzyna

VACCARO Silvia

VAN BUGGENHOUT Jeske

VAN DER CRUYSSSEN Elfriede

VAN DEYNSE Grazyna

VAN ESPEN Anne-Marie

VANDEN BOGAERT Pascale

VANDROMME Hildegard

VANHOVE Chantal

VANROELEN Ann

VELDMAN Harry

VERIGAKI Eferpi

WEYL Doris

WICKER Steven

WILLIG Karin

ZAMPARO Gianna

ZILIOLI Giuseppe

Les Clubs de la bière et du vin Alan Hick

Si vous êtes intéressés à participer aux rencontres de ces Clubs, n'hésitez pas à envoyer un mail au secrétariat de la section : AIACE-BE@ec.europa.eu en mentionnant vos nom, prénom, n° de membre et pour quel club vous manifestez votre intérêt. Les listes ainsi constituées permettront par la suite d'envoyer les invitations spécifiques pour les rencontres et dégustations. Santé!

The Beer and Wine Clubs

If you're interested in participating in the meetings of these Clubs, please send an email to the section secretariat at



© Adobe Stock

AIACE-BE@ec.europa.eu giving your name, surname and membership n° and indicating which club you'd like to join. The resulting mailing lists will then be used to send out specific invitations for new meetings and tastings. Cheers! ■

Club européen European Club Alan Hick

Le Club européen de l'AIACE Belgique

L'idée est toute simple : une discussion-dinatoire ensemble de temps en temps dans un lieu convivial, chaque fois avec un(e) invité(e) du Club afin d'échanger des idées d'actualité autour de l'Europe et nos expériences, dans un cadre informel et décontracté.

Le 8 avril dernier, le Club a eu l'honneur d'accueillir Pierre Mirel, directeur général honoraire à la Commission, qui a animé un débat autour du thème : « *L'UE élargie de 27 à 36 ? Pour un Agenda 2030* ». Le 27 juin, une visite de l'exposition « *Passé composé, un album européen* » a été organisée à la Maison de l'histoire européenne.

Si vous voulez rejoindre le Club, il suffit de manifester votre intérêt en envoyant un simple email (avec votre nom et n° d'adhésion AIACE -BE) à : monique.theatre@gmail.com

Merci et au plaisir de vous rencontrer très bientôt au sein de ce Club européen !

The European Club of AIACE Belgium

The idea is very simple: a dinner-discussion together from time to time in a friendly place, each time with a guest invitee of the Club in order to exchange some ideas on current European affairs and our experiences in an informal and relaxed setting.



© AIACE-BE

On 8 April, the Club was honoured to welcome Pierre Mirel, Honorary Director General at the Commission, who led a debate on the theme: *'The enlarged EU from 27 to 36? Towards an Agenda 2030'*. On 27 June, a visit to the exhibition 'Presence of the Past, a European Album' was organised at the House of European History.

If you are interested in joining the Club, could you kindly send an email (with your name and AIACE-BE membership n°) expressing your interest to: monique.theatre@gmail.com

Thanks and looking forward to seeing you soon at this European Club!

Le Cercle des marcheurs du jeudi

Isabelle De Moor & Marc Aertgeerts

CONTACT

aiacemarcheursdujeudi@gmail.com

Nous vous rappelons avec joie que les sentiers pédestres vous tendent les bras et qu'ils ne demandent qu'à être foulés régulièrement par les marcheurs que nous sommes. Nous espérons vivement que le programme proposé vous emballera et vous encouragera à sortir de votre quotidien les 1^{ers} et 3^{èmes} jeudis du mois. Par le choix de leurs destinations, les guides bénévoles ont à l'esprit de vous faire apprécier la richesse de nos forêts et campagnes. La marche, c'est un souffle d'oxygène et de liberté, assorti d'une grosse dose de convi-

vialité. Alors ? Envie de nous rejoindre ? Une cotisation annuelle de 15€ qui, nous l'espérons ne vous freinera pas dans votre envie de prendre le grand air, vous sera demandée. N'attendez plus, venez bouger, échanger, vous aérer dans la bonne humeur toujours à l'ordre du jour !

Manifestez-vous, nous nous ferons un plaisir de réagir à vos questions et demandes de renseignements. Le Cercle pratique le covoiturage à la convenance de chacun. ■



© Adobe-Stock

Ensemble pour l'Europe au moment où l'histoire se réécrit ?



© Adobe Stock

par Richard Stock

Directeur du Centre européen Robert Schuman à Metz-Scy-Chazelles et expert pour les questions européennes de cadmus-europa¹. Membre du Centre d'Étude et de Prospective Stratégique (CEPS, Paris). A été maître de conférences à l'École nationale d'administration (ENA) et chargé de cours dans différentes universités. Ancien auditeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). A animé une conférence-débat lors d'une visite de l'AIACE-BE à la Maison Robert Schuman le 14 mai 2025.

75 années après la Déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950, l'Union européenne est un espace de valeurs et d'intérêts communs, d'histoire et de culture partagées, profondément ancrés dans la tradition démocratique et le respect de l'État de droit. Ces affinités ont permis à l'Europe d'affirmer, depuis 1950, avec succès, sa liberté, sa paix et sa prospérité.

Les propos introductifs de Robert Schuman, avant la lecture du texte officiel de la Déclaration, permettent de rappeler quelles étaient les ambitions initiales : *« Il ne s'agit plus de mots vides de sens, mais d'une action, d'une action audacieuse, d'une action constructive. [...] Une Europe [...] dans laquelle tous les Européens, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest, travailleraient ensemble et feraient profiter de leur travail pacifique tous les territoires, en particulier l'Afrique, qui attendent du Vieux Continent développement et prospérité. »*

Pour Robert Schuman, comme pour Jean Monnet, il s'agissait de construire la paix en surmontant le nationalisme : l'histoire du continent démontre que la

concurrence entre États nationalistes pour les ressources naturelles, le territoire, les sphères d'influence et les parts de marché conduit, en dernière instance, à la guerre. Comment poursuivre l'intégration européenne en cette période vertigineuse du retour des forces nationalistes et de l'accélération de l'histoire mondiale ? En effet, l'Union européenne est entrée dans l'ère d'un nouveau conflit systémique entre les démocraties libérales et les autocraties antilibérales, dans laquelle son modèle libéral et démocratique doit à nouveau faire ses preuves dans un affrontement tant interne que mondial.

Au sommet de ce conflit systémique il y a la Russie et la Chine, mais aussi les USA. Ces pays sont à l'offensive contre l'ordre multilatéral, cet ordre qui a façonné la cohabitation des peuples et le développement du commerce international depuis la fondation des Nations Unies et les débuts de l'intégration européenne. Que préparent les USA, la Chine et la Russie pour l'Europe ?

La conférence du 14 mai a dressé un état des lieux des grands défis auxquels l'Europe doit faire face. Comment l'Union européenne devra-t-elle traiter collecti-

vement et conjointement trois questions tout à fait différentes :

- ◆ Répondre à la consolidation impériale simultanée de Donald Trump et de Vladimir Poutine, qui est désormais évidente ?
- ◆ Défendre les frontières européennes et contribuer à rétablir la paix en Ukraine ?
- ◆ Lutter efficacement contre le retour au pouvoir de partis nationalistes quatre-vingts ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale ?

L'une des principales tâches des institutions européennes sera donc de faire en sorte que la Communauté européenne ne survive pas seulement plus ou moins intacte à cette rupture d'époque - mais qu'elle en sorte plus forte et plus unie afin de concrétiser ensemble la vision d'une Europe souveraine. C'est pourquoi, les responsables politiques européens doivent, à l'image des Européennes et des Européens, reprendre confiance en l'Union européenne. L'Europe a tout pour réussir ! ■

Que préparent les USA, la Chine et la Russie pour l'Europe ?

Les Vingt-Sept et le Royaume-Uni après le Brexit

Un nouveau dialogue

Le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni quittait l'Union européenne à l'issue de tractations interminables et homériques consécutives au référendum britannique de 2016, le retrait d'un membre de l'Union étant possible aux termes de l'article 50 du Traité sur l'Union européenne. Nous avons tous en mémoire ce séisme du Brexit, à présent accompli, au grand dam de ceux qui (remainers), d'un côté et de l'autre de la Manche, auraient souhaité que les Britanniques restent dans l'Union européenne.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Il y a eu l'agression de la Russie contre l'Ukraine, l'arrivée au pouvoir, à Washington, d'un président pour qui l'Europe n'est plus une priorité voire qui la méprise et, comme conséquence de ce revirement, un réveil de l'Union européenne, consciente de la nécessité de prendre son destin en main. En même temps, côté britannique, suite à des élections législatives anticipées, Keir Starmer, chef du parti travailliste, a été nommé Premier ministre en juillet 2024. Ce fut l'occasion, pour cet ancien « remainer » plutôt pragmatique, de renouer le dialogue avec une UE consciente de la valeur ajoutée que pouvait représenter le Royaume-Uni, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et détentrice de l'arme nucléaire, dans une défense contre les visées russes.

Global Britain ?

Le rêve d'une Albion « globale », libre de commercer avec qui elle voulait et sans contraintes européennes, s'est

largement évanoui. De fait, près de la moitié de ses exportations de biens se dirigent vers l'Union européenne contre seulement 16% vers les États-Unis, alors que quelque 55% de ses importations proviennent de l'UE, contre 10% des États-Unis. Starmer a rencontré plusieurs fois la présidente de la Commission, s'associe à la France et à l'Allemagne dans le soutien à l'Ukraine tout en essayant de maintenir les traditionnelles « relations spéciales » avec les USA. Dès le départ, son projet était le dégel avec l'UE et une refondation (reset) des relations avec elle tout en évitant de franchir les lignes rouges du marché unique, de l'union douanière et de la libre circulation des personnes.

Un Sommet historique

C'est dans ce nouveau contexte de confiance rétablie qu'eut lieu le Sommet Royaume-Uni/Union européenne du 19 mai dernier dont la déclaration finale rappelle l'attachement des parties au commerce libre, à l'État de droit, au multilatéralisme, à la protection du climat et à la sécurité de l'Ukraine. surtout, le Sommet a abouti à un véritable partenariat de sécurité et de défense entre les deux parties qui peut aussi être interprété comme un contrepois aux réticences américaines à l'égard de l'OTAN.

Le Royaume-Uni, et plus précisément son industrie de la défense, pourra donc participer au mécanisme d'Action de Sécurité pour l'Europe (*SAFE, Security Action for Europe*) prévoyant des prêts jusqu'à 150 milliards € pour des achats

par Daniel Guggenbühl

Membre du Comité de rédaction



▲ Ursula von der Leyen, Keir Starmer et António Costa
©EU 2025 - Photographe : Aurore Martignoni

conjointes d'équipements militaires et adopté par le Conseil de l'UE le 27 mai, juste avant le Sommet. Notons que SAFE fait partie du programme de « Réarmement de l'Europe » permettant de mobiliser jusqu'à 800 milliards € d'ici à 2030, ce programme ayant été présenté par la Commission en mars dernier. Le partenariat de sécurité du 29 mai 2025 contient par ailleurs des dispositions concernant le commerce des denrées alimentaires et l'énergie.

Un véritable partenariat de sécurité et de défense.

Devant l'évolution du contexte international et l'insécurité grandissante, on peut estimer que les résultats du Sommet de mai 2025 permettent de renforcer la puissance géopolitique de l'Union européenne tout en jetant les bases d'une nouvelle relation de confiance avec le Royaume-Uni. Le Brexit existe mais, en termes de sécurité, il est dépassé. De nouveaux sommets entre les Vingt-Sept et le Royaume-Uni sont prévus. Il y aura des défaillances parmi les Vingt-Sept, mais la défense européenne en sortira renforcée. ■

The growth strategy no one will say out loud : rejoin the European Union

In mid-July a two-day seminar bringing together center-left participants from both Britain and the EU, including Labour MPs and party officials, MEPs, think tankers, academics and others, discussed where the « reset » in UK-EU relationships may lead to. The complexity, and the limits to what can be achieved without revisiting difficult issues, were plain for all to see.

Brexit forced unpalatable choices on Britain : either to distance itself from Europe, outside the single market and the customs union, free to make separate trade deals with the USA and others, but a great cost to the British economy, or, like Norway, Switzerland and others, to align with the European single market, attenuate the economic damage, but be obliged to follow single market rules without a full say on them when they change in the future.

Reams of paperwork, extra costs and frequent delays at the border. Many small businesses have ceased to export.

Brexiters themselves were divided on this. At the time of the referendum, some promised that Britain would remain in the single market, while others argued for « Global Britain ». The Theresa May government was torn apart on this. Johnson plumped for a hard Brexit leaving the single market and the customs union. This has cost Britain dearly. According to the OBR (Office for Budget Responsibility) and several academic studies, GDP is between four and five percent smaller than it would have been without Brexit. That would have delivered about £40 bn extra tax revenue every year - our current debate about tax and spend would be very different!

These costs arise mostly from not being in the single market and the customs union. Why are they so significant? The single market is a set of common rules on product standards, consumer protection, environmental norms, workers' rights and fair competition. This means products made legally

by Richard Corbett

Former MEP for Yorkshire and Humber who served as leader of the Labour MEPs between 2017 and 2020. As a former EU staff member, he is also member of AIACE-BE. Thanks and acknowledgements for this article to Labour List.



in one member state are legal in all of them as they are made to the same rules. They can be traded without further ado, with no need for further certification, safety tests, or border checks. Common legal remedies are available should there be any disputes. Britain is no longer part of this system as the Johnson government wanted to « actively diverge » to undercut the EU by having lower standards. That means that British goods entering the single market often require checks, certification tests, paperwork, and, for food products, health certificates.

The customs union eliminates all tariffs (border taxes) between its members, with a common external tariff for imports from third countries. That in turn means that the EU negotiates trade deals collectively - with the clout of being the world's largest single market. It therefore often gets good trade deals. When Britain left and had to replace the deals it had, as part of the EU, by its own separate deals with countries across the world, it struggled to even get roll-overs of the same terms, let alone any better ones. It also had to make a trade agreement with the EU itself, which is by far its most important export market (and supply chain source). While it did secure a no-tariff agreement, British goods entering the

EU are now subject to « rules of origin » checks which involves looking at their components and calculating the percentage of added value that is British. It's not just EU rules, but WTO rules which require this (in both directions).

For exporters, the upshot of leaving both is reams of paperwork, extra costs and frequent delays at the border. Faced with this, many small businesses have ceased to export. Fresh products (agriculture and fish) are particularly vulnerable to delays making them worthless. The Labour government is seeking to reduce barriers to trade by aligning with single market rules. But it is constrained by the exceedingly cautious words it put in its manifesto, ruling out joining the single market or the customs union.

Some interesting first steps

The May 2025 UK-EU summit nonetheless set out some interesting first steps. A « Common Understanding » document envisages Britain following EU Sanitary and Phytosanitary rules to allow agri-food trade to be « undertaken without the certificates or controls that are currently required ». It also envisages « participation of the UK in the EU's internal electricity market », also entailing alignment with EU rules « where relevant ». In both cases, alignment would be « dynamic » - meaning Britain would follow future changes to those rules. There would also be a linkage of carbon markets including Emission Trading Schemes. Already there is talk of doing this in other sectors : chemicals and pharmaceuticals have been mentioned as possibly next in line.

Does this amount to re-joining the single market by stealth ? Well, the single market is not actually a membership organisation. It is a set of EU rules that you can align with to various degrees : Norway and Iceland are almost fully aligned; Switzerland is not far behind. The problem, of course, is that while the EU's current rules are still largely those shaped with full British involvement when it was a member, whenever the EU revises its rules, Britain will largely be a rule-taker. It will be consulted, but as a non-member it will not have a vote in the EU Council or Parliament.

A big challenge

The only way to remedy that is to rejoin the EU, reap economic (and other) benefits, and co-decide on the rules and policies



of the EU, regaining sovereignty as those rules and policies affect us anyway. But that is also a challenge. It would need years of negotiation - though not as many as some suggest given that the UK is still in line with most EU rules. It would in theory mean committing to join the euro - but as there are now seven Member States who have not joined the euro (five of which show no intention of joining) there will be scope for negotiating a similar arrangement to what Britain had before: the right to join, but not an obligation.

Over 64% now think Brexit was a mistake and 62% favor rejoining the EU.

The EU would be willing to have us back. After all, Brexit was not good for the EU either and if the one Member State to have ever left were to come back, it would be a powerful vindication of its benefits. The one thing the EU would fear would be to repeat the whole Brexit saga again ten years down the line. The key therefore lies in Britain. To go down the rejoin route would require a high level of public support. Recent polling shows that (after taking away the don't knows/ don't cares), over 64% now think Brexit was a mistake and 62% favor rejoining the EU. Interestingly, these figures have been rising slowly but steadily, despite no leading politician publicly making the case to rejoin. By the time the next election manifestoes are written, it might be an idea whose time has come. ■

Summits, strategies & stress



© EU 2025 - Photographie : Fred Guerdin

by **Robert Cox**
Member of the Editorial Committee

In late July Ursula von der Leyen and Donald Trump clinched a trade deal. Its only merit for the EU is that the result could have been worse. In the end the EU succumbed to US blackmail. Nor, given the unpredictability of the master of Washington, is there any guarantee that this deal will stick. The devil, as usual, is hiding in the details.

Ambiguities and pitfalls

The 5% numerical debate about NATO (and EU) defence spending

June saw two major summits of western leaders with focus on the future of Europe's defence. On June 24/25 NATO leaders gathered in The Hague. Most of the Europeans then moved down the road to Brussels for their own EU summit. And on May 19, as Daniel Guggenbühl and Richard Corbett tell us in this issue of *Apropos*, Britain and EU leaders focussed on mutual security and defence. What did all this summitry achieve in shaping the contours of Europe's defence, its relationship with the United States, and within its own constraints? Ambiguities abound.

An imperial Donald Trump hailed US triumph in getting a NATO commitment to expand defence spending to a symbolic 5% of GNP by 2035. In apparent exchange he confirmed US commitment to article 5 of the North Atlantic Treaty pledging members' support if one is attacked. Yet Trump, on the eve of the NATO meeting, said there were "numerous definitions" of the promise to defend an ally in case of an attack. *"I'm going to give you an exact definition when I get there"*, Trump said. Within days Trump renewed his threat to slam punitive tariffs on US imports from the EU. Hardly a declaration of alliance solidarity.

detracts attention from many related truths. In 2035 there will be gaps between EU member states' honouring of the targets. Spain bluntly said "no." Others will shield behind the matador's cloak. The deal says 1.5 percentage points of the total will be "defence and security-related" spending. Creative accountants will have a ball. For that matter, will the US itself be in a position in ten years' time to spend 5% of its GDP on defence, up from its current 3.4%?

The next MFF 2028-2034 : a rich menu for heated negotiations to come against a backdrop of uncertainty.

Europe's real problem is less about financial volumes than about how that money is spent, given the fragmentation of its defence industry. The eve of the NATO summit witnessed a prolonged spat between European aircraft manufacturers over next generation fighter planes rather than buying Boeing and Lockheed. The test will come in the months ahead when the Danish presidency pushes for decisions on the proposed *European Defence Industry Programme (EDIP)*, which aims to promote joint procurement and production of defence equipment.

Opportunity or minefield?

There is a wider context encompassing Europe's defence and trade debates. Three key European decision-making processes will coincide. In 2029 NATO will review compliance with the Hague 5% defence spending commitment. The EU, we saw, will tackle its defence industry project. And - most crucially - the EU will face the brutal process of deciding its next *Multiannual Financial Framework (MFF)* 2028-2034. The Commission in mid-July formally tabled its proposals. It wants to break through the sacrosanct ceiling of 1% of GDP and aims for 1.2%, a total of € 1.78 trillion. Among Commission proposals - in a revamped budget architecture obscuring comparison with past allocations - we note: new priorities of defence and competitiveness; maintenance of agricultural spending in the sense of "ringfencing" farm income support, but with ambiguity about the budget envelope, apparently some 20% down; reshuffling of structural funds, with more spending in the east but more conditionalities; more end-use flexibility with funding initially uncommitted; innovative new own resources including tobacco tax; a form of corporation tax on high turnovers; taxes on so-called e-waste and flown-in packages.

Will the US itself be in a position in ten years' time to spend 5% of its GDP on defence, up from its current 3.4%?

A rich menu for heated negotiations to come against a backdrop of uncertainty and shifting sands of European domestic politics and the decline of US commitment to European security, including that of Ukraine. The guns versus butter tension persists. Behind the pressures on public expenditure stoked (if not exclusively) by defence priorities, valuable elements of social and civil wellbeing are feeling the pinch. In this issue of *Apropos* Gabrielle Clotuche tells us of the serious threat to our public education. In many European countries pension rights are under pressure. Social housing is underfunded.



▲ Press conference by Stéphane Séjourné, European commissioner, on the MFF decisions.

A tale of neglect

After Europe's top-rank summiteers disbanded, lower rankers from Europe and elsewhere gathered in the heatwave of Seville at the under-reported Fourth International Conference on Financing for Development (FFD4) - i.e., a review of development aid funding by rich countries for poor countries. EU Council President António Costa did go to Seville. He reported that the European Union and its member states combined provided 42%, €96 billion of world Official Development Assistance (ODA). The Seville gathering took place against news of Trump's definitive closure of USAID (US Agency for International Development) and total uncertainty as to the fate of US development aid totalling just over €53 billion. Costa acknowledged that "uncontrolled debt is resulting in an impossible dilemma for more and more governments" of countries where "3.3 billion people live, and that spend more on servicing debt than on education or health" and that "this is unacceptable." But Costa was clearly in no position to promise substantial increases in EU development aid, let alone close the growing hole in Washington's aid pocket, as European aid activists would like to see. Persuading European public opinion of the righteousness of development aid is hard enough at the best of times. The context of pressures and demands sketched above is particularly unpromising. The Commission's MFF proposal foresees stable development aid spending levels. But conditional on recipient countries co-operating in action to stem migration flows.

Rough rides ahead. We shall report back on progress - or otherwise. ■

Allemagne : le tournant

par Daniel Guggenbühl
Membre du Comité de rédaction



© Adobe Stock

L'Allemagne serait-elle malade ?

L'Allemagne nous intrigue. Ce géant économique, qui est la troisième puissance économique mondiale et le pays le plus peuplé de l'Union européenne, est en même temps une authentique démocratie et un pays prospère dont le produit intérieur brut avoisine le quart de celui de l'Union

européenne et dont le modèle social fonctionne bien dans l'ensemble. Ses charmants villages sont pimpants et propres, ses villes recèlent un remarquable patrimoine architectural et une vie culturelle intense. C'est un pays accueillant beaucoup de ré-

fugiés, dont 1,2 million en provenance d'Ukraine. Cette belle machine, naguère encore bien huilée, s'est pourtant grippée, elle est même entrée en récession depuis deux ans. Les experts observent un certain retard technologique et un manque d'innovation et de compétitivité. Le citoyen, quant à lui, constate que les trains sont en retard, que les autoroutes sont toujours en chantier, que les ponts ont besoin d'être rénovés. Autrement dit : l'infrastructure est en mal de rénovation.

Politiquement, l'Allemagne est restée sourde aux appels répétés d'Emmanuel Macron en faveur d'une stratégie autonome européenne.

Pays fondateur de l'Union européenne dans sa version Allemagne de l'Ouest de l'époque, l'Allemagne a, jusqu'ici, tourné le dos aux partis politiques extrémistes. Et voilà que, lors des élections législatives de février 2025, le parti d'extrême droite AFD recueille près de 21% des voix, alors que les sociaux-démocrates du SPD ont réalisé le plus mauvais score de leur histoire avec un peu plus de 16% et que les chrétiens-démocrates, souvent au pouvoir depuis les débuts de la République fédérale, sont restés bien en dessous des 30% qu'ils espéraient dépasser. En regardant la carte, on s'aperçoit que l'AFD a surtout cartonné dans l'ancienne Allemagne de l'Est, où elle a recueilli près de 22% des voix alors qu'à l'Ouest, elle n'a réalisé que 14%. Il y a là matière à réflexion pour les experts et politologues.

Une République fédérale peu européenne

Au cours de son existence, la République fédérale a-t-elle pris ses responsabilités dans le cadre de l'Union européenne ? Après le « règne » du chancelier Helmut Kohl, ce ne fut pas véritablement le cas. L'Allemagne est restée à la traîne, elle n'a pas stimulé l'intégration européenne, alors que, grande nation exportatrice, ses principaux clients sont toujours ses voisins européens - France, Pologne, Pays-Bas, Italie et Autriche - auxquels elle exporte bien plus de produits qu'aux États-Unis et à la Chine. Politiquement, l'Allemagne est restée sourde aux appels répétés d'Emmanuel Macron en faveur d'une stratégie autonome européenne. Pour sa sécurité, elle s'est réfugiée pendant des années sous le parapluie américain et a négligé les investissements dans la défense. À sa décharge,

on peut, il est vrai, dire qu'elle n'a pas été la seule dans l'Union européenne à adopter cette attitude.

Le tournant

Pour que les choses changent, il a fallu attendre que la Russie agresse l'Ukraine en février 2022 et qu'apparaisse à la Maison blanche de Washington un président prêt à renverser les alliances et à évacuer l'Europe de ses priorités. Les élections législatives allemandes précitées ont conduit à une reconstitution de la « grande coalition » entre sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates, rendue possible par la courte majorité dont ils disposent au parlement, le Bundestag.

Les deux partis ont donc conclu un accord de coalition dont la lecture réserve quelques bonnes surprises aux Européens que nous sommes dans notre AIACE, car sa tonalité est résolument européenne. Les deux partis associés, conscients de la menace russe et du virage américain, affirment que l'Allemagne et l'Europe doivent à présent assumer eux-mêmes leur sécurité tout en restant fidèles à l'OTAN et en continuant à coopérer avec les États-Unis. Ils préconisent que les décisions du Conseil en matière de Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) devraient dorénavant pouvoir être prises à la majorité qualifiée plutôt qu'à l'unanimité et que l'Allemagne puisse jouer un rôle moteur dans la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Cent milliards d'euros sont prévus pour des investissements dans les infrastructures publiques et dans la sécurité. Le tabou du « frein à l'endettement » (*Schuldenbremse*)



▲ Friedrich Merz - ©EU 2025 - Photographie : Dati Bento

qui, dans la constitution, limite la dette à 0,35% du produit intérieur brut, est levé. Il s'agit là d'une véritable révolution montrant que le nouveau pouvoir allemand n'entend plus s'arc-bouter sur des principes ne répondant pas aux nouveaux défis géopolitiques. Les dépenses de défense devront augmenter de façon significative et « draconienne » (*stringent*), dit l'accord.

Cent milliards d'euros prévus pour des investissements dans les infrastructures publiques et dans la sécurité.

Le nouveau chancelier qui incarnera cette politique, Friedrich Merz, est un Européen convaincu qui nous semble à même de faire revenir l'Allemagne sur la scène européenne. Sa proximité avec le président français permettra au « couple franco-allemand », tombé quelque peu en léthargie ces dernières années, de reprendre l'initiative sur la scène européenne. Pour le nouveau chancelier, l'autonomie stratégique de l'Union européenne ne sera plus un gros mot. La relative apathie européenne de l'Allemagne de ces dernières années est d'ailleurs en contradiction avec une opinion publique majoritairement européenne, puisque trois quarts des citoyens allemands, en dépit de la montée en puissance de l'extrême droite nationaliste, estiment que l'Union européenne est une bonne chose. ■



© Adobe Stock

La fin de l'insouciance stratégique

Depuis qu'elle est confrontée à la guerre en Ukraine et à une Maison blanche incertaine, l'Union européenne a pris conscience de sa vulnérabilité. Elle a enfin compris que sa passivité face à l'instabilité de son voisinage et sa frugalité budgétaire ne pouvaient plus lui permettre de relever les défis de cette première moitié du 21^e siècle. Des changements importants sont maintenant à l'œuvre, même s'il est encore difficile d'en percevoir l'ampleur.

La fin du « tout business » en politique étrangère

Depuis la fin de la guerre froide et parce qu'elle était novice dans ce domaine, l'UE ne s'est pas trop aventurée dans un domaine dont ses États membres voulaient garder le contrôle exclusif. Elle a donc agi dans le cadre de ses compétences commerciales, multiplié les accords de libre-échange et fait la promotion de ses valeurs. Cette posture minimaliste avait l'avantage de favoriser le consensus, à la différence des prises de position dans des conflits comme ceux du Proche-Orient, où les gouvernements nationaux restent incapables de trouver des accords, même pour voter ensemble à l'ONU. Mais cette timidité l'a conduite à sous-évaluer les menaces qui se sont multipliées à ses périphéries et à ne pas être en mesure d'y intervenir efficacement, comme on l'a vu en 2020 en Méditerranée orientale, après n'être pas parvenue à dissuader la Russie d'envahir la Géorgie en 2008 et l'Ukraine en 2014.

Il est maintenant indispensable de se doter d'une véritable politique de

sécurité, ce qui implique à la fois de parler d'une seule voix (c'est l'objectif d'une politique étrangère commune), qui reste à construire et de se doter des moyens de résister aux menaces (c'est l'objectif d'une politique de défense), deux nécessités indissociables.



© Adobe Stock

Affronter la contrainte budgétaire

S'agissant des moyens, face aux appels constants à l'austérité, il a longtemps été impossible d'obtenir que le budget européen dépasse le sacro-saint 1% du PIB. Si la logique du plan de relance a montré que l'UE pouvait quand même aller au-delà et que les « frugaux » commencent à comprendre qu'il est nécessaire de lui donner ce qu'il faut pour agir, des changements importants vont s'imposer, non seulement augmenter ses recettes, mais dépenser plus et aussi dépenser mieux. Pour assurer l'équilibre, il ne suffit pas d'emprunter, il va falloir rembourser et très probablement accepter des redéploiements budgétaires douloureux, à l'intérieur du cadre financier européen et dans la répartition des tâches entre l'UE et ses États membres.

Augmenter les contributions nationales n'est pas évident en raison des contraintes issues des critères d'endettement de l'UEM, certains pays étant déjà au-dessus de leurs plafonds. Em-

par Jean-François Drevet
Membre du Comité de rédaction

prunter comme on l'a fait avec le plan de relance n'est pas la seule solution, puisqu'il faudra bien finir par rembourser. En tout état de cause, comme il est prévu de commencer à le faire à partir de 2027, il est nécessaire de trouver des ressources propres à la hauteur des besoins, c'est-à-dire bien au-delà de ce qui a été déjà envisagé, par exemple via un prélèvement européen sur l'impôt sur les sociétés et obtenir pour cela un accord. Mais parce que la fiscalité est du ressort de l'unanimité, cela ne va pas être facile.

En matière de défense, il est indispensable d'être crédible vis-à-vis des révisionnistes comme Poutine, Erdoğan et leurs semblables. Il n'est donc pas démontré que des dépenses programmées au niveau national soient le meilleur moyen d'y parvenir. Au contraire, seul un effort financier décidé et mis en œuvre dans un cadre communautaire est susceptible d'obtenir des résultats opérationnels. Dans les États membres, la tentation pourrait être de repeindre les casernes ou de réévaluer les retraites des militaires. Si on ne parvient pas à trouver assez d'argent pour la défense, il faudra procéder à des redéploiements, éventuellement renationaliser certaines politiques communes (les Britanniques ne sont plus là pour souhaiter en finir avec la PAC, mais d'autres y pensent aussi). Il y aura donc beaucoup à faire pour adopter le prochain cadre financier multi-annuel ! ■

EU Mega Fund : quo vadis EU Money ?

Curieusement, l'initiative majeure de la Commission - envisagée pour le prochain cadre financier pluriannuel - de création d'un méga-Fonds européen semble faire l'unanimité... contre elle !

par Jean-Guy Giraud

Successivement administrateur au PE puis conseiller du Président, secrétaire général de la Cour de Justice puis du Médiateur de l'UE, directeur du Bureau du PE en France, ancien président de l'UFE-France. Créateur du blog « Les Amis du Traité de Lisbonne ».

Il s'agit en (très) résumé de regrouper en un seul Fonds (« European Economic, Territorial, Social, Rural and Maritime Sustainable Prosperity and Security Fund ») les différents fonds structurels existant dans les domaines agricole, régional, social, climatique, de modernisation ainsi que de ... défense. Chaque État membre se verrait allouer - en bloc - une partie des crédits du Fonds sur la base d'un « Plan national et régional » à négocier au préalable sur la base de critères pré-établis. L'allocation des crédits, la direction et la gestion de ce plan global serait très largement déléguée aux autorités nationales compétentes. Les motivations d'un tel bouleversement du système en vigueur sont longuement présentées dans l'exposé des motifs du projet de règlement portant création du Fonds : regrouper et simplifier les procédures, mieux intégrer les différents programmes, permettre une sélection plus souple des projets, permettre une auto-appropriation des plans par chaque État ...

Pour rendre justice à cette audacieuse, novatrice et complexe proposition, il conviendrait d'en examiner attentivement à la fois l'équilibre global et les différentes modalités. Le débat s'annonce tendu tant au sein même des Institutions (Conseil et même ... Commission) qu'entre celles-ci (notamment avec le Parlement). À ce stade, quelques questions de caractère (très) général peuvent être prudemment posées :

- ▶ les objectifs très spécifiques des différents fonds seront-ils poursuivis, notamment dans leur dimension européenne ?
- ▶ le transfert et la délégation aux États de la conception et de la gestion de leurs « Plans nationaux et régionaux » respectifs seront-ils correctement assumés - notamment dans ceux dont l'appareil politico-administratif demeure fragile et vulnérable ?
- ▶ la rupture des liens directs entre la Commission et les bénéficiaires du Fonds (notamment les régions) ne risque-t-elle pas de s'apparenter à une « re-nationalisation » des politiques communes de cohésion ?

- ▶ quels moyens de suivi et de contrôle de l'exécution des Plans nationaux la Commission conservera-t-elle - notamment sur le plan financier ?
- ▶ la répartition a priori des crédits du Fonds (soit plus de 50% du budget total) entre les États lors de l'adoption du Cadre Financier Pluriannuel ne va-t-elle pas déclencher des débats et des rivalités politiques déstabilisants au niveau de l'Union ?
- ▶ la négociation sur chacun des différents Plans nationaux entre la Commission et chacun des 27 États ne risque-t-elle pas de s'avérer particulièrement laborieuse et polémique ?
- ▶ etc.

On notera in fine que la nature de cette réforme semble s'inspirer du précédent « Plan post-Covid pour la reprise et la résilience » dont les résultats effectifs restent à évaluer.

Une dernière question : serait-il correct de supposer que le modèle allemand de *Länderfinanzausgleich* a pu également inspirer la présidente de la Commission en lançant cet audacieux projet ? Si c'était le cas, quelles conclusions en tirer ? ■



© Adobe Stock

L'Europe a enfin son journal

par **Monique Théâtre**
Rédactrice en chef

«L'Europe» est le nouveau journal mensuel de référence pour comprendre les grands enjeux européens.

Conçu pour offrir des analyses approfondies et des regards croisés sur les enjeux politiques, culturels et stratégiques de notre continent, **L'Europe** entend nourrir une réflexion indépendante et rigoureuse sur le destin de l'Union européenne, de ses pays membres, et plus généralement de l'ensemble des pays qui, géographiquement, façonnent son destin.

Réalisé par le Centre d'Analyse et de Prévision des Risques Internationaux (CAPRI)

en partenariat avec le site de référence sur l'Union européenne, Toute l'Europe (premier site francophone d'information pédagogique sur l'UE), le journal **L'Europe** est édité par Areion Group (magazines Diplomatie, Carte, DSI, etc.). Ce nouveau journal mensuel se distingue par son traitement rigoureux de l'actualité, toujours axé sur une vision objective des événements européens. Chaque numéro, composé de 16 pages grand format, plonge le lecteur dans une grande diversité d'analyses, de mises en perspective et de débats.

Le nouveau journal **L'Europe** s'adresse à tous ceux qui souhaitent approfondir

leur compréhension des grands enjeux européens. Avec une ambition : renforcer le sentiment d'appartenance à cet espace géopolitique unique, et offrir un espace de réflexion sur des sujets allant des questions économiques aux défis géostratégiques, tout en abordant les problématiques sociétales qui façonnent notre continent.

L'Europe est diffusé dans plusieurs pays européens (Belgique, France, Luxembourg, Allemagne, Espagne, Italie, Portugal, Grèce), disponible tous les mois en kiosque (4,50€) et sur abonnement (45€ pour un an - 11 numéros). ■ www.areion24.news

Le drapeau européen flotte depuis 40 ans Source : Europa

Le drapeau de l'Union européenne a fêté ses 40 ans en juin 2025. Avec le temps, il est également devenu le symbole des idéaux de l'Union : l'unité, la solidarité et l'harmonie entre les peuples d'Europe.

Le drapeau fut utilisé pour la première fois par le Conseil de l'Europe en 1955. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le Conseil de l'Europe a voulu trouver un drapeau capable de donner à l'Europe un symbole auquel les peuples puissent s'identifier. Il choisit alors un dessin exprimant au mieux la neutralité, l'intemporalité et la simplicité. Contrairement à une idée largement répandue, le nombre 12 ne représente pas le nombre d'États membres de l'Union européenne ; il s'agit plutôt d'un symbole de perfection et de stabilité, tandis que le cercle est un symbole d'union. Le nombre fixe

d'étoiles sur le drapeau implique donc qu'il demeure inchangé quel que soit l'élargissement de l'Union.

En 1983, le Parlement européen a adopté le drapeau créé par le Conseil de l'Europe et recommandé qu'il devienne l'emblème des Communautés européennes. Le Conseil européen a approuvé cette recommandation en juin 1985. Le 29 mai 1986 s'est déroulé le premier hissage du drapeau européen devant le Berlaymont. Parmi les personnalités qui ont pris part à cet événement figuraient Jacques Delors, président de la CCE, Pierre Pflimlin, président du Parlement européen, Carlo Ripa di Meana, membre de la CCE chargé des Questions institutionnelles, de l'Europe des citoyens, de la Politique de l'information et de la communication, de l'Action culturelle et du Tourisme, et Charles Rutten, représentant permanent

néerlandais auprès des CE, représentant la présidence du Conseil. ■



© Adobe Stock

Où voir le drapeau ?

Dans notre vie quotidienne, le drapeau de l'UE peut être vu en de nombreux endroits : - devant les maisons communales et mairies, les administrations publiques, les universités, les places publiques et les représentations diplomatiques ; - sur les nombreux projets et initiatives soutenus par l'UE ou l'aide qu'elle fournit dans les pays de l'UE et dans le monde ; - sur notre passeport et les billets en euros ; - lors de compétitions sportives internationales ; - en dehors de l'UE, où de nombreuses personnes l'arborent pour tout ce qu'il représente.

Profs usés, école en danger

par Gabrielle Clotuche
Membre du Comité de rédaction

Le temps des vacances, le temps d'oublier l'école ? Non bien au contraire ... L'Unité Conditions de travail, Santé et Sécurité de l'Institut syndical européen (ETUI) dont l'objectif est de promouvoir un haut niveau de santé et sécurité sur les lieux de travail en Europe s'est penchée sur la situation vécue par les enseignants et la présente dans son magazine semestriel HesaMag 30.



© Adobe Stock

Profs usés, école en danger résume une situation préoccupante au travers de l'ensemble de l'Union. En introduction le rédacteur en chef, Alain Bloëdt, nous rappelle le danger que signifient ces maux largement documentés : mal de dos, extinction de voix, stress chronique, épuisement émotionnel, irrespect de la fonction, comportements intrusifs, ... Il nous rappelle, si c'est nécessaire, que l'école (tous les niveaux confondus) est appelée à former nos enfants, qu'elle est essentielle pour la démocratie et dès lors, se préoccuper/parler de la santé et sécurité des enseignants revient à poser une question de responsabilité collective.

Manque d'enseignants

Premier sujet, la pénurie d'enseignants qui s'aggrave dans toute l'Union et des coupes budgétaires qui n'arrangent pas la situation : en 2019 les dépenses d'éducation s'élevaient à 10% des dépenses

publiques, elles ne représentent plus que 5,5% en 2022. La Suède est la plus touchée, seuls la Croatie et Chypre ne subissent pas de pénurie.

L'attractivité du métier fait défaut. Un des facteurs : la rémunération dont le niveau, à qualifications équivalentes, est très inférieur à celle des autres travailleurs (en Hongrie moins 45%, en Belgique francophone moins 16%). Les heures supplémentaires non rémunérées sont nombreuses (+5,5 heures supplémentaires par semaine au Portugal, un tiers des enseignants travaillent plus que le maximum légal en Allemagne et 15% d'entre eux dépassent les 55 heures par semaine). Peu ou pas de statistiques relatives à des burnout ou dépression mais 39% des enseignants espagnols souffrent d'anxiété et dépression, un tiers des enseignants belges en risque de burnout et plus d'un tiers des

enseignants allemands éprouvent un sentiment d'épuisement émotionnel au travail.

Des postes attribués à des enseignants ne possédant pas les qualifications requises voire aucun diplôme d'enseignement.

La Finlande avec de meilleures conditions de travail fait exception : moins d'heures de travail, moins de temps consacré aux tâches administratives, des enseignants plus jeunes et moins stressés, des classes moins nombreuses et des salaires supérieurs à la moyenne européenne. Les écoles et les enseignants jouissent d'une large autonomie, la solidarité sur le lieu de travail et le principe d'égalité sont privilégiés. Les résultats obtenus sont parmi les meilleurs au monde alors que les dépenses publiques y consacrées se situent dans la moyenne européenne.

SOCIÉTÉ

À l'inverse en Hongrie, on constate un climat politique hostile aux enseignants du secteur public : abrogation de leur statut de fonctionnaire, augmentation de leur temps de travail, contraintes de mobilités géographiques, menaces de fixation du salaire en fonction de la loyauté au gouvernement...

Constat presque général : augmentation du nombre de postes vacants par rapport au nombre total d'emplois et hausse de la proportion de professionnels sous contrat temporaire. L'enseignement devant être assuré, les postes sont attribués à des enseignants ne possédant pas les qualifications requises voire aucun diplôme d'enseignement. La situation varie d'une discipline à l'autre mais le recrutement est particulièrement difficile pour les sciences et les mathématiques.

Harcèlement, intimidation, violence organisée y compris sur les réseaux sociaux.

Remise en cause de l'autorité et environnement scolaire

Deuxième sujet, la remise en cause de l'autorité de l'enseignant par les élèves mais aussi par les parents qui exercent une pression croissante sur eux. Il s'agit de harcèlement et d'intimidation, d'une violence organisée y compris sur les réseaux sociaux. Face à celle-ci l'enseignant est peu soutenu, la loi du silence est imposée par l'institution qui protège les parents influents et exige de *ne pas faire de vagues !*

Troisième sujet, l'état des salles de classe et des bâtiments vieillissants et énergivores plaçant enseignants et élèves dans des conditions aggravées par le changement climatique. Selon une étude de la Commission européenne, de nombreuses écoles connaissent des problèmes de qualité de l'air intérieur, en raison de la conception des bâtiments et des systèmes de ventilation, notamment. Dans le sud de l'Europe des incidents inquiétants se produisent : maux de tête, vertiges et déshydratation jusqu'à l'épuisement dû à la chaleur. Même dans les pays les plus frais les enseignants sont désormais confrontés à des journées de canicule sans précédent. Les conditions thermiques des écoles manquent de cadre juridique et réglementaire. Très peu de pays européens sont dotés de réglementations explicites en matière de santé au travail qui fixent une température maximale dans les salles de classe. Or les performances cognitives diminuent lorsque les températures dépassent certains seuils de confort. Un phénomène qui affecte autant les élèves que les enseignants...

Problèmes environnementaux

Quatrième sujet, l'amiante dans les écoles. Potentiellement, vu leur date de construction, de nombreuses écoles sont contaminées par l'amiante et présentent un risque d'exposition passive et cumulative pour les enseignants et les élèves. Il n'existe malheureusement pas encore d'inventaire

ou de collecte de données sur les bâtiments amiantés à l'échelle de l'UE. La directive sur l'amiante au travail adoptée en 1983 a certes été modifiée et son champ d'application a été clarifié pour intégrer absolument toutes les personnes exposées à l'amiante au travail, y compris celles exposées de façon passive. Mais où est le contrôle ? Le nombre total de travailleurs exposés à l'amiante dans l'UE, quelle que soit la situation d'exposition, pourrait dépasser les 7 millions. Le drame vécu par les enseignants, leurs élèves et les familles à Valence en octobre 2024 lorsque de tragiques inondations se sont abattues sur la région font l'objet d'un reportage particulier. Une grande détresse émotionnelle est traduite dans les témoignages mais aussi une inaction des autorités politiques dénoncée.



© EU 2025 - Photographie : Jemifer Jacquemart

▲ Roxana Mînzatu

Deux entretiens complètent ces différents sujets : l'un avec le président du Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) John MacGabhann, et le second avec la vice-présidente de la Commission européenne, Roxana Mînzatu, en charge *des droits sociaux et compétences, emplois de qualité et état de préparation*.

Le point de vue syndicaliste

Le point de vue de John MacGabhann (récemment nommé président du CSEE) est franc, incisif, montrant une analyse rigoureuse du secteur qu'il maîtrise bien en enseignant chevronné. Sa priorité à résoudre : la pénurie en garantissant un salaire compétitif comparable à celui d'autres professions accessibles aux diplômés, ensuite accorder des contrats permanents pour assurer la sécurité de l'emploi en particulier dans le domaine de l'éducation de la petite enfance où l'instabilité est forte et où le besoin de personnel bien formé est primordial. *Si vous privez les nouveaux enseignants d'un salaire décent et d'un travail à temps plein, vous les privez d'un logement, d'une vie de famille et d'une stabilité.*

Un corps enseignant qui n'a plus de temps pour une vie privée et se décourage.

John MacGabhann dénonce fortement les charges administratives qui pèsent sur le corps enseignant, notamment l'obligation de fournir rapports et données de tous ordres. Produire des données est devenu le travail de week-end des enseignants. Pour qui ? Pour quoi ? Résultat, un corps enseignant qui n'a plus de temps pour une vie privée et se décourage. *La pression temporelle se généralise, il y a une dimension de performance physique dans ce métier.* En accord avec la situation dénoncée dans les différents articles, John MacGabhann met en évidence l'extrême vulnérabilité



aux abus en ligne. La réputation professionnelle d'un enseignant est à la fois fragile et d'une importance vitale. Les attaques peuvent être dévastatrices. Aussi il voit dans le dialogue social au sein des écoles avec les élèves, les parents voire les communautés locales, un outil de démocratie locale qui peut protéger les écoles de certaines pressions extérieures des plus néfastes.

Le point de vue institutionnel

En mars dernier, présentant au Parlement européen sa stratégie pour une Union des compétences, la vice-présidente Minzatu déclarait : *« Sans enseignants bien formés et bien rémunérés, il sera impossible d'atteindre nos objectifs en matière de compétences »*. Interrogée sur son futur programme en faveur des enseignants et la manière dont ce dernier prendra en compte leurs conditions de travail au-delà de la seule question de la formation, la réponse est claire : *« Si nous ne répondons pas aux besoins des enseignants de manière globale et résolue, nous risquons de compromettre non seulement notre stratégie en matière de compétences, mais aussi la compétitivité de l'Europe... La qualité des conditions*

de travail des enseignants (en classe, en ligne ou hors ligne) est essentielle à la quasi-totalité des objectifs de l'Union européenne. Plus concrètement, la Commissaire Roxana Minzatu annonce une feuille de route pour des emplois de qualité d'ici la fin de l'année dans laquelle la santé et sécurité au travail sera une priorité pour toutes les professions en ce compris pour les enseignants. Les normes élevées déjà fixées par l'Europe seront maintenues. La Commission envisage-t-elle une législation contraignante, par exemple sur les risques psychosociaux au travail ? Il est trop tôt pour le dire mais elle souhaite laisser une marge de manœuvre aux partenaires sociaux et aux États membres. À la question directe relative à une approche tenant mieux compte des risques et besoins spécifiques liés au genre, souvent ignorée pour une approche plus « universelle », c'est sans ambiguïté que la réponse fuse : *« Je n'y avais pas songé, mais oui, nous avons besoin de symboles pour l'avenir. »*

Un programme à suivre donc car l'avenir de la démocratie - donc de l'Europe - est en jeu ! ■

Voyager en avion dans l'Union européenne : attention à la liste noire !

par **Monique Théâtre**
Rédactrice en chef



© Adobe Stock

Régulièrement mise à jour, une liste noire des compagnies aériennes interdites de vol dans l'Union européenne existe depuis 2006. À quoi sert-elle et comment est-elle établie ? Quelles sont les compagnies concernées ?

La liste est passée en revue tous les trois mois par la Commission européenne et mise à jour lorsque celle-ci le juge nécessaire, ou après demande d'un État membre. Tous les pays de l'Union européenne doivent fournir l'ensemble des informations utiles à la mise à jour de la liste. Il s'agit généralement de rapports établis à la suite de contrôles effectués auprès des avions par les autorités de l'aviation civile de l'État membre concerné. Le Comité de la sécurité aérienne de l'UE, qui agit sur proposition de la Commission européenne et se compose d'experts de chaque État membre, établit une liste soumise au vote du Parlement européen avant d'être adoptée par la Commission. La décision d'ajouter ou d'enlever une compagnie aérienne de la liste répond à plusieurs critères, tous conformes aux normes internationales de sécurité. Cette liste s'applique à toutes les compagnies aériennes, quelle que soit leur nationalité. Les vols privés et non commerciaux ne sont toutefois pas concernés par ces mesures. Une compagnie aérienne bannie par l'UE peut demander sa réintégration si elle juge qu'elle répond à nouveau aux normes de sécurité. Elle peut adresser une demande directement à la Commission européenne ou à un État membre. La demande de la compagnie est ensuite étudiée par le Comité de la sécurité aérienne de l'UE qui donne son avis à la Commission.

Que contient la liste ?

Le document est divisé en deux parties. Il est important de noter qu'un grand nombre des compagnies aériennes interdites de vol n'ont pas l'intention ou la capacité d'ouvrir des lignes vers l'Europe. L'UE les cible cependant de façon préventive, notamment en di-

rection des touristes européens souhaitant prendre l'avion dans des pays tiers. La première partie contient la liste des compagnies aériennes qui font l'objet d'une interdiction d'exploitation au sein de l'Union. Aucune d'entre elles n'a le droit de poser ses appareils dans un aéroport européen. Il arrive fréquemment que toutes les compagnies aériennes d'un État soient interdites. La seconde partie contient la liste des compagnies aériennes qui font l'objet d'une restriction d'exploitation au sein de l'Union. Plus clairement, les compagnies visées ici ne peuvent desservir l'Union européenne qu'avec certains appareils jugés sûrs et bien entretenus. Par exemple, la compagnie nationale de Corée du Nord, Air Koryo, fait l'objet d'une restriction sur « toute la flotte sauf 2 appareils de type TU-204 ». Ce sont les deux seuls qui pourraient se poser dans l'UE si la compagnie décidait d'y ouvrir des lignes (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui).

169 compagnies aériennes interdites de vol dans le ciel de l'UE

Le 3 juin 2025, la Commission européenne a publié une nouvelle liste de compagnies aériennes soumises à une interdiction ou à des restrictions d'exploitation au sein de l'Union européenne. Désormais, 169 compagnies aériennes sont interdites de vol dans l'espace aérien de l'UE : 142 compagnies certifiées dans 17 États en raison d'une surveillance aérienne jugée insuffisante, 22 compagnies russes, ainsi que 5 compagnies individuelles pour des manquements graves à la sécurité. Par ailleurs, deux compagnies font l'objet de restrictions partielles et ne peuvent opérer dans l'UE qu'avec certains types d'aéronefs. Le changement marquant de cette dernière version concerne l'entrée des transporteurs aériens du Suriname dans la liste des compagnies prohibées en Europe et déconseillées aux voyageurs.

La sécurité aérienne étant une préoccupation mondiale, la coopération internationale est essentielle. L'UE travaille ainsi « en étroite collaboration avec l'Organisation de l'aviation civile internationale, fournit une assistance technique aux pays hors UE et coopère avec eux », avait notamment précisé la Commission européenne dans un communiqué publié en décembre 2024. Des règles communes en matière d'enquêtes sur les accidents sont également établies entre les Vingt-Sept pour prévenir la répétition d'incidents dangereux. ■

Source : Toute l'Europe

Living with Parkinson's :

Janette Sinclair on her DBS (Deep Brain Stimulation) experience

by Monique Théâtre
Editor-in-chief



© Adobe Stock

Receiving a diagnosis of Parkinson's Disease, described as an incurable degenerative neurological disease, is a hard blow to bear. This chronic systemic illness affects practically all aspects of physical and mental health. Younger people with Parkinson's may struggle to stay in work. As the disease progresses, physical mobility may be severely affected and communication skills can decline.

BOUGER,

C'EST LE MEILLEUR MÉDICAMENT !

Avec l'idée que « 50% du traitement est médical ou chirurgical, et 50% repose sur un effort personnel pour bouger et vivre en harmonie avec sa maladie », Action Parkinson propose des activités hebdomadaires conçues pour améliorer la qualité de vie des patients parkinsoniens : marche nordique, boxe, gymnastique, danse, Qi Gong, pétanque et autres sports, jeux cognitifs, tables rondes, support et séances d'information, etc. Basée à Ixelles, près de la place Flagey, Action Parkinson est bien plus qu'une association : c'est un espace dynamique de rencontre, d'information et d'activités adaptées pour les personnes atteintes de la maladie de Parkinson.

<https://actionparkinson.be>

Our colleague Janette Sinclair, former Head of Social Policy, who set up the team responsible for relations with the pensioners during her time as head of Unit, was herself diagnosed with Parkinson's Disease in 2013. She decided to fight the disease in any way possible and ended up focusing especially on physical exercise, known to slow down progression of the disease. Janette soon identified a 'gap in the market' locally for suitable physical and social activities for people with Parkinson's and helped to set up a local NGO, Action Parkinson, to provide a regular programme of recommended activities. More recently she has become involved in wider

scale advocacy as a representative of people with Parkinson's on the board of Parkinson's Europe.



© ANACEBE

Janette managed her Parkinson's relatively well for quite a few years, but she hit a wall in 2022 when her medication stopped working effectively and she was less and less able to maintain an active and independent lifestyle. After much reflection, she decided to undergo Deep Brain Stimulation (DBS) surgery. She has written a candid account of her experiences which you can read here : <https://parkinsonseurope.org/parkinsonslife/janette-sinclair-dbs-experience/> ■

KEY FACTS ABOUT PARKINSON'S

Parkinson's is named after James Parkinson, the London doctor who first recorded the symptoms in 1817. During the disease, the brain gradually loses its ability to produce dopamine in the part of the brain that controls movement and balance. The most common symptoms are tremor, muscle rigidity and slowness of movement. However there are many more symptoms associated with this systemic disease.

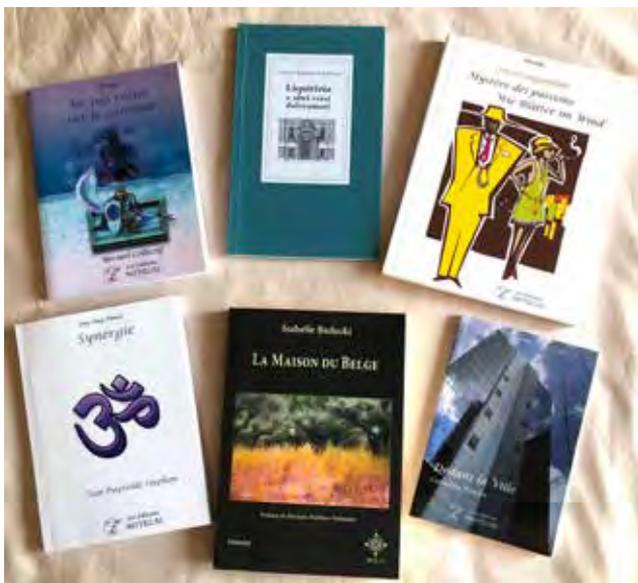
Around 10 million people have the condition worldwide - around one percent of the total population. Most people who get Parkinson's are over 60, but one in ten are under 50. Slightly more men than women are affected. Parkinson's is the fastest-growing neurological condition in the world - numbers are predicted to double to 20 million by the year 2050. Neurologists are referring to the expansion of Parkinson's Disease as a 'pandemic'. There is so far no cure for Parkinson's.

Source: Parkinson's Europe

QU'EST-CE QUE LA STIMULATION CÉRÉBRALE PROFONDE (DBS) ?

Cette technique consiste à implanter des électrodes dans certaines parties du cerveau, qui sont ensuite connectées à un stimulateur implanté sous la peau. Ce stimulateur envoie des impulsions électriques régulières aux électrodes, ce qui modifie l'activité des circuits cérébraux impliqués dans les symptômes de la maladie de Parkinson. La stimulation cérébrale profonde peut être personnalisée pour chaque patient, en fonction de ses symptômes spécifiques. Elle est considérée comme l'un des traitements les plus efficaces pour la maladie de Parkinson.

Le Cercle Littéraire de l'Union européenne : *savourer ensemble le plaisir des mots*



© AMACE.BE

par Mireille Delprat

Membre du Cercle. Juriste de formation, a effectué l'ensemble de sa carrière à la Commission (DG EMPL et RTD notamment). La littérature est sa passion. Elle finalise actuellement l'écriture d'un roman de science-fiction.

à nos échanges, ce qui n'exclut pas, loin de là, les confrontations d'idées. Ce qui nous rassemble au sein de ce cocon à rebours du quotidien tourbillonnant ? Les mots sous toutes leurs formes. L'enchantement de la découverte. **La liberté.** Respect et admiration mutuelle, bienveillance... autant de belles valeurs qui nous permettent de nous exprimer pleinement, de nous épanouir grâce à notre propre talent. **La diversité.** Profils variés, multilinguisme... Une vraie richesse ! Certains ont déjà vu leurs œuvres publiées, d'autres pas encore ; certains produisent des textes pour le plaisir, d'autres sont là, et bien là, pour le « simple » goût de lire et d'écouter, de discuter, de dénicher une pépite... Nous avons tant à apprendre, des poèmes ou de la prose, des romans et des gens...

Curiosité éveillée, mémoire et capacités d'analyse stimulées, détente assurée... Les bénéfices de la littérature ne sont plus à démontrer. C'est cette passion que nous avons en commun. Ce fragile rempart à la déferlante du numérique. Rendons d'emblée hommage à l'implication remarquable de Huguette Bastin, présidente du Cercle de longue date et de Catherine Koeckx, administratrice.

Notre Cercle a dépassé le demi-siècle. Il a évolué avec l'Europe. Il s'est élargi, approfondi. Pourquoi nos membres y sont-ils tant attachés ? Pourquoi s'attachent-ils à leurs nombreuses occupations pour le rejoindre ? Sans doute parce qu'il constitue un havre de paix et de liberté unique, bien dans l'esprit communautaire. Développons quelque peu.

Paix, liberté et diversité

La paix d'abord. Nos rencontres ont lieu sous le signe de l'amitié. Respect et harmonie président

Diversité, aussi, des activités organisées, été comme hiver : lecture de textes de nos membres ; traditionnelle après-midi littéraire de juin à la campagne, au jardin ou en terrasse ; barbecue ou *wine and cheese party*, soleil au cœur quelle que soit la météo ; en décembre, le récital des auteurs du Cercle à l'Institut Rudolf Steiner, ponctué d'intervalles musicaux : saluons à cet égard Hugo Bossut pour ses chansons d'une grande sensibilité, accompagné de main de maître au piano par Roger Hindricq ; le récital se termine par une réception, pour clôturer dignement l'année. Bien d'autres événements permettent aux membres de se retrouver, toujours dans une ambiance conviviale : excursions culturelles ou cafés littéraires autour d'un livre traduit dans plusieurs langues, afin de permettre à chacun de le lire dans sa langue favorite. Mais un élément essentiel manquerait à notre Cercle si, en 2006, n'avait pas vu le

jour la revue LittéraTour, qui a fêté récemment son 50^{ème} numéro. Superbement illustré, ce recueil de textes des membres paraît deux fois par an.

Et maintenant ? En cette fin 2025, voici ce qui se concocte.

Samedi 4 octobre à 15h, c'est une délicieuse balade littéraire menée par un comédien de l'équipe Amusea, qui nous attend à Train World (Gare de Schaerbeek). Manu prêtera sa voix à de grands auteurs comme Victor Hugo... Plongée dans l'ambiance de l'époque. Attention : pour des raisons indépendantes de notre volonté, la date initiale du 20 septembre a dû être déplacée.

Fin octobre en semaine, date et lieu à définir sur Bruxelles, café littéraire autour du livre «Les Dernières Déesses» de la tchèque Caterina Tuckova, proposé par l'une de nos membres.

Vendredi 12 décembre en soirée, récital annuel du Cercle à l'Institut Rudolf Steiner (Bruxelles),



© AMACEBE

avec lecture de textes écrits par les membres, intermèdes musicaux et chansons, drink de l'amitié.

Et après ? L'avenir nous appartient à toutes et à tous. Nous avons besoin de vous. Adhérez, participez, apportez vos idées... N'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations, nous nous ferons un plaisir de vous renseigner. ■

Catherine Koeckx,
administratrice du Cercle
0473 41 52 65
catherine.koeckx@gmail.com

Mireille Delprat,
membre du Cercle
0495 20 32 84
delpratmireille@gmail.com

QUELQUES TÉMOIGNAGES

Isabelle Bielecki : « J'ai lu mes premiers poèmes au Cercle littéraire européen ».

Elena Fernandez : « J'ai beaucoup appris de tous les écrivains et poètes qui assistaient aux réunions. Écouter la lecture de leurs textes, de leurs poèmes, a été émouvant, étant donné la richesse littéraire qu'ils m'ont apporté. Expériences vraiment extraordinaires. Nos échanges, les commentaires, ont contribué à développer notre intérêt littéraire énormément. Continuer à proposer et à pratiquer des idées créatives enrichit notre vie. Continuer à publier notre fantastique magazine « LittéraTour » nous permet une « écoute profonde ». Les membres de notre Cercle se sentent entendus et compris. C'est une écoute compatissante, essayer de comprendre l'auteur comme il se comprend lui-même. Une compréhension du cœur, bienveillante ».

Daniel Guggenbühl : « Le Cercle littéraire ne meurt jamais... chacun lit un extrait de ses œuvres immortelles... on déguste les victuailles grillées à point et on ne lésine pas sur les vins. La bonne humeur s'impose autour des tables dressées sur la pelouse, on oublie les affres du monde, on est entre soi. Un condensé de petits génies inconnus des médias, mais quelle importance ? On finit par se quitter, heureux d'avoir été gâtés une fois de plus par le soleil car, quoi qu'on en dise, il ne pleut pas tous les jours en Belgique ».

Archie Clarke : « Although the meetings of the Cercle are limited to four or five a year, these get-togethers are at the same time social meetings in which many friendships have been born and nurtured. Particular mention should be made of the annual garden party held at the President's home in Huldenberg, including a

barbecue skillfully prepared by her son. Each December there is also an annual recital at which various members read the recent fruits of their literary inspiration in the fields of both poetry and prose. The Cercle has in the past organized several outings to places of literary and historical interest in Bruxelles and elsewhere ».

Huguette Bastin, présidente, n°50 de LittéraTour : « Notre revue est appréciée de tous... Au fil de ces dix-huit années, de nouveaux écrivains-poètes se sont joints à nous et contribuent à LittéraTour. Nous espérons que de nouveaux fonctionnaires des Institutions européennes se feront membres et je suis sûre que parmi eux il y aura des poètes-écrivains. Le Cercle a été créé en 1971 et a encore une longue vie devant lui ! » ■

Le pass musées : un an de découvertes culturelles en Belgique !

par Erika T'Jaecx
Directrice Museum Pass Musées

Le pass musées c'est quoi ? Une carte-abonnement qui, pendant un an, vous offre un accès gratuit ou à tarif réduit à plus de 260 musées, en illimité ! Vous pouvez visiter autant de musées que vous le souhaitez... et retourner autant de fois que vous voulez dans votre musée préféré.



Le pass musées, c'est une porte ouverte sur un monde de possibilités : un outil idéal pour explorer notre riche patrimoine culturel. Avec votre pass en poche, commencez dès maintenant à imaginer vos prochaines escapades : un week-end dans les Ardennes, une journée à la mer, une visite en Hainaut, une nouvelle découverte dans le Limbourg... et bien plus encore ! C'est donc idéal pour des vacances dans notre propre pays ! Avec le pass musées, vous avez la clé en main pour créer vos escapades sur mesure à travers notre beau pays. Vous pouvez, par exemple, combiner la découverte de la côte et des musées, alterner promenades en forêt et visites culturelles, profiter de terrasses agréables ou de jolis endroits pour un pique-nique... et bien plus encore !

Des musées pour tous les goûts

Le pass musées peut servir de point de départ pour des city trips, mais il ouvre aussi la porte à des **musées situés en pleine nature** : le Jardin botanique de Meise, l'Arboretum de Kalmthout, le musée en plein air de Bokrijk ou encore le musée et domaine royal de Marie-



mont. Parmi d'autres expériences uniques, LaBiomista à Genk, conçue par l'artiste Koen Van Mechelen, allie culture et nature. Ce lieu original, où cohabitent œuvres d'art et animaux, invite à réfléchir sur des questions contemporaines et offre une expérience à la fois ludique et enrichissante.

Il existe également de **petits musées au charme délicat**, comme le Musée Permeke à Jabbeke ou le Musée Felix De Boeck, le peintre-fermier de Drogenbos, entouré de jolis jardins. Il y en a pour tous les goûts : châteaux, abbayes, beffrois... ainsi que l'hôtel de ville de Bruxelles et des musées dont le bâtiment est une véritable œuvre d'art. On peut citer, par exemple, le TreM.a à Namur, un hôtel de maître du XVIII^e siècle de style français, ou le Moulin d'Evere, consacré à l'alimentation.

Sans oublier les bijoux de l'**Art nouveau**, tels que l'Hôtel Van Eetvelde et le musée Horta, ou les perles de l'**Art déco**, comme la Villa Empain et le Musée Van Buuren à Bruxelles. Pour les amateurs d'**architecture moderne**, de nombreux musées sont également situés dans des bâtiments contemporains remarquables, comme le MAS à Anvers, offrant un panorama exceptionnel sur le port. Au-delà des beaux-arts, la diversité des musées en Belgique est impressionnante. On y trouve des **musées**



d'histoire et d'arts appliqués, comme le Musée d'Art & Histoire du Parc du Cinquantenaire, véritable trésor qui abrite, entre autres, de véritables momies égyptiennes ainsi que des œuvres d'art grecques et romaines.

Les amateurs **d'archéologie** pourront visiter le Musée Gallo-Romain de Tongres, tandis que d'autres musées explorent la **photographie**, la **mode**, le **design**, la **gastronomie** ou encore les boissons. Il existe même des musées consacrés au **vélo**, aux **chaussures**, à la **boulangerie**, au **genièvre**, aux **légumes**... et même un **musée de la fraise**, particulièrement amusant et original !

Enfants et petits-enfants ne sont pas en reste

En vacances ou le temps d'un week-end, **visiter un musée avec des enfants** peut sembler compliqué... mais ce n'est pas forcément le cas ! De nombreux musées proposent des activités spécialement conçues pour les plus jeunes. Voici quelques exemples de musées très appréciés des petits... et des plus grands : le Musée M à Louvain, le Musée BELvue, le Palais de Coudenberg et le Musée des Égouts à Bruxelles, le Musée du Jouet de Malines, l'Aquarium-Musée de Liège, le Château de Gaasbeek, le Centre de la Bande Dessinée, Autoworld et Train World à Bruxelles, la Fondation Folon à La Hulpe... et bien d'autres encore ! Dans de nombreux musées, les enfants entrent gratuitement ou à tarif réduit. ■



MUSEUMPASSMUSÉES

MuseumPassmusées est une entreprise sociale, une société coopérative qui a pour mission d'amener plus de visiteurs dans les musées belges, de rendre les musées plus accessibles et d'augmenter la participation culturelle. Elle est autonome et tire ses revenus principalement de la vente des passes. Il s'agit de la seule organisation qui rassemble les musées de Bruxelles, de Flandre et de Wallonie, avec pour objectif de faire des visites de musées belges un choix de loisir incontournable, au même titre que d'autres activités de loisirs. En achetant le pass musées, vous soutenez le secteur muséal en Belgique.

- Le pass musées existe depuis 2018. Il est disponible au prix de 64,95 €.
- Achetez-le en ligne ou directement à l'accueil d'un musée.
- Le bon cadeau permet d'offrir le pass musées à vos proches.
- Laissez-vous inspirer pour notre newsletter bimensuelle, sur inscription gratuite et sans engagement.
- En plus de l'entrée aux musées, le pass donne droit à de nombreux avantages exclusifs : codes de réduction pour la SNCB, remises dans les boutiques et cafétérias des musées, et bien plus encore.

<https://www.museumpassmusees.be/>

Ceci n'est pas une Pipe!

van Hoogstraten, a master illusionist



▲ Self-Portrait circa 1644

Every year, the Dutch Group of Femmes d'Europe¹, with the generous support of the Dutch Embassy, introduces its members to major Dutch painters and their art.

At the beginning of the year they heard from the curator of the wonderful Frans Hals exhibition in the Rijksmuseum in Amsterdam. For the exhibition on Samuel van Hoogstraaten, the Rembrandt House in Amsterdam and the Kunsthistorisches Museum in Vienna combined forces. In Amsterdam this led to an exhibition which restored van Hoogstraten's paintings to public consciousness. On 6 May 2025, its curator, Leonore van Sloten, gave a lively insight into van Hoogstraten's art in the new Dutch Embassy in Brussels.

¹ Charity organisation helping women and children in need : <https://www.assocfemmesdeurope.eu/>

by Gudrun Schmidt

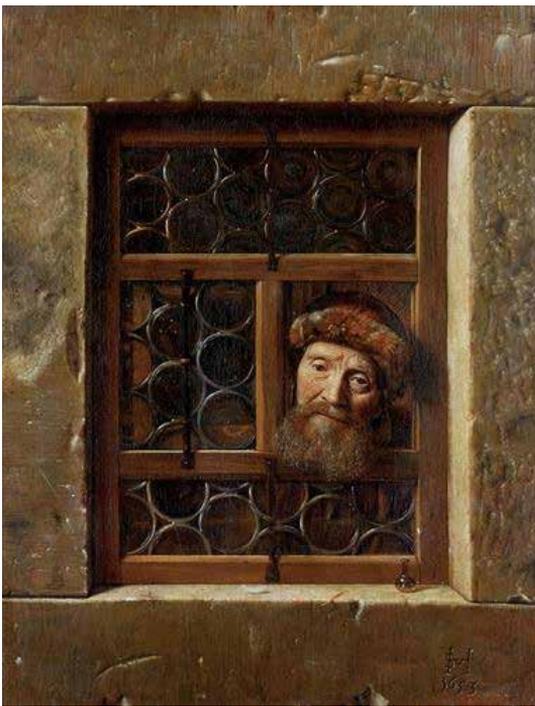
Gudrun Schmidt is a German lawyer who spent most of her career in the European Commission, with a short excursion to the Australian competition authority in Sydney. She grew up in many different places, including The Hague, where she developed a life long affinity to Dutch culture. In her retirement she is very active in the Association Femmes d'Europe and in AIACE.

van Hoogstraten, the art of creating an illusion

Samuel van Hoogstraten was born nearly 400 years ago in Dordrecht and lived to be only 51. He studied with Rembrandt, and became one of his most internationally famous students at the time. Now largely forgotten as a painter, scholars still appreciate his book „Introduction to the Academy of Painting: or the Visible World“. The book provides insights into van Hoogstraten's theoretical and practical views on painting. However, it may be even more appreciated for its passages on Rembrandt, as the latter did not leave much written sources himself.

Nowadays the word „illusionist“ is associated largely with magicians who appear on stage and make rabbits disappear. However, in art, being a master illusionist was for centuries the highest praise for a painter, who is capable to create the illusion of a real object or a moving scene on the flat surface of a canvas. To illustrate this, Leonore van Sloten told the participants the story of Pliny the Elder about the painting contest between Zeuxis and Parrhasius, to find who is the better painter: Zeuxis painted grapes which appeared so real that birds tried to eat them. Parrhasius' painting was concealed behind a curtain, but when Zeuxis wanted to pull aside the curtain, it turned out that this was actually the painting! Parrhasius won as he deceived Zeuxis. The latter only managed to deceive the birds!

Leonore explained that „The ability to create an illusion was one of the utmost basic necessities of any artist.“ Van Hoogstraten describes the techniques to



▲ Old man in a window 1653

achieve these effects in his book as „Advancing, receding, and foreshortening [which is the] most splendid part of the art of painting.“ Rembrandt taught this to van Hoogstraten: for example, the painter can make people appear to be caught by the artist in the middle of a movement. She illustrated this with Rembrandt's most famous painting „The Nightwatch“: The figures are painted in life size, the Commander is about to give an order, the smoke of a just fired musket can be seen and the dog ducks frightened by this noise. Leonore showed us paintings by van Hoogstraaten which directly reference the Nightwatch.

« A perfect painting is like a mirror of nature, which shows things - which are not real - as if they are real, and which deceives in a decent, enjoyable and masterful way. » Samuel van Hoogstraten.

Later, van Hoogstraten perfected illusionism. He did so not only by painting people who look at us and literally seem to be about to leave their frame. The „Poster Boy“ of the exhibition, an old man looking out of a window, seems to be observing you. You feel nearly embarrassed by looking at him too long. He might just speak and admonish you for staring. Van Hoogstraten's

signature on the painting appears to be carved into the stone into which the window with the old man is set, but it is just painted!

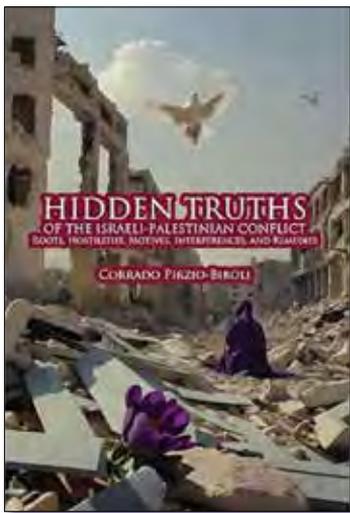
Most famous are van Hoogstraten's letter racks. According to van Hoogstraten, painting 'flat objects on a flat surface' is a very effective way to create an illusion. In Vienna, emperor Ferdinand III rewarded van Hoogstraten with a golden medal on a golden chain for a painted letter rack, which he, the emperor, considered so real that he wanted to pick up the painted objects.



▲ Trompe-l'oeil Still-Life 1664

While listening to these explanations by Leonore van Sloten, one had to think of the Belgian painter Magritte, who had felt the need to explain to the viewer that a perfectly realistically painted pipe is indeed no such thing, but just a painting. The Dutch artist Escher comes to mind who painted water flowing upwards and other impossible things in what seemed realistic drawings. It appears that with the advent of photography and moving pictures art has had to find other ways to make us see reality! Abstract art, surrealism and most recently hyperrealism might be ways to make us view reality in other ways than that which we nowadays often take from a screen. Nevertheless, the art of van Hoogstraten has not lost its fascination throughout the centuries. ■

Hidden Truths of the Israeli-Palestinian Conflict: *Corrado Pirzio-Biroli*



There is no solution. We want Palestine to be ours as a nation. The Arabs want it to be theirs - as a nation. David Ben Gurion, architect of Zionism, 1919.

That is the heart of the great tragedy devouring the Middle Eastern world today that Corrado Pirzio-Biroli analyses for us in this short book. Finished on the eve of Trump's return to the White House, the book gives us the historical backdrop to the formation and development of Israel and Palestine today. "The State of Israel project" says the author, is a product of western [essentially British ed.] colonialism, promoted by pogrom remorse, and Zionist pressures for compensation."

For readers who want a solid presentation of what historically

brought us to this pass, Corrado's well-written book provides a wealth of information and fact. Readers may also appreciate a solid presentation of the judicial contortions in a central chapter of the book – *On Terrorism, war crimes, crimes against humanity, genocide* – which decorticates the complex context of law, norms and judiciaries. But can law ever prevail in this conflict? And the author also delves deeply into the particular role played by the USA, its Evangelicals etc.

There was a time in Israel's birth pangs of the 1940s when, despite Arab onslaught, the new State of Israel included both Arabs and Jews on an equal footing. Then, in July 2018, the Knesset passed a Basic Law which defined Israel as the "Nation State of the Jewish People" - which, by definition, leaves little, if any, room for other ethnicities.

That, bolstered by Jewish colonisation, notably of the West Bank and Jerusalem, would seem to close the door to any more ethnically inclusive solution. The famous Two State Solution seems ever further away from reality today when the US is playing with such ideas as total expulsion of Gazans from their territory and its reconversion to some sort of holiday resort.

by **Robert Cox**
Member of the Editorial Committee

The book accompanies us into a highly sensitive subject for Europeans. Are we still under the shadow of the Holocaust? Does Europeans' guilt for their millennial oppression of Jews distort our judgement about what is happening in Israel and Palestine today? Corrado Pirzio-Biroli's book offers us an opportunity to learn the facts and think over the whole tragedy which, for us Europeans, in not far away in every sense. Final thought. Corrado reminds us - necessarily - that in Arab eyes Israel is an incursion of the West, or Europe, into their world. The shadow of the Crusades persists to this day. ■

Corrado est entré à la Commission en 1971. Successivement DG Développement, chef de la Délégation de la CE à Washington, ambassadeur de l'UE auprès des Nations Unies à Vienne, chef de Cabinet de Franz Fischler (Agriculture, développement rural, pêche).

Hidden Truths of the Israeli-Palestinian Conflict
Roots, Hostilities, Motives, Interferences, and Remedies
by *Corrado Pirzio-Biroli*
The Cora di Brazzà Foundation
September 2024, 209 pages.

« L'avenir se joue à Kyiv » de Karl Schlögel

Le Prix du livre européen est attribué depuis 2007. Il a été fondé par l'association *Esprit d'Europe*, à l'époque présidée par Jacques Delors. Il distingue des auteurs de talent qui, par leur œuvre, ont transmis une vision positive de l'Europe. Le prix est attribué chaque année à un roman et un essai, parfois l'un de ces deux genres seulement. Le jury délibère à Paris, mais le prix est remis à Bruxelles lors d'une cérémonie organisée en décembre au Parlement européen. En 2024, seul un essayiste fut mis à l'honneur, le professeur allemand Karl Schlögel (1948).

L'auteur lui-même se demande s'il produit des essais ; signe de sa subtilité, voire de sa modestie, il peut entendre « essai » comme « tentative ». La dimension littéraire d'un essai, à elle seule, a fait couler de l'encre, ne nous y perdons pas ici. Le sous-titre de l'ouvrage dit mieux son contenu : *Leçons ukrainiennes*. Un professeur d'histoire s'est rendu sur place : huit villes actuellement sur le territoire ukrainien ont capté ses sens, aiguisé son attention, bouleversé sa vision de l'humanité, précisé sa conception de la Russie et de l'Europe. Ainsi l'historien de la Mitteleuropa, doublé d'un reporter de terrain, se révèle un écrivain, dont le tourment est celui d'une iniquité historique : les Européens, à commencer par les Allemands, ont consacré beaucoup trop de leurs forces intellectuelles à la Russie, au point de gravement méconnaître et de négliger politiquement son « arrière cour », à commencer par l'Ukraine. Or, c'est d'elle que peut dépendre désormais notre salut car, compte tenu des projets de Poutine, notre avenir dépend de l'issue de cette guerre ; autrement dit, les Ukrainiens se battent pour leur patrie, mais aussi pour nous.

Avec le titre *L'avenir se joue à Kyiv*, l'on pouvait s'attendre à un ouvrage de géopolitique largement prospectif. Tel n'est pas le cas. Les descriptions publiées datent de 1988 pour Lviv et Tchernivtsi, de 2000 pour

par Renaud Denuit
Membre du Comité de rédaction

Odessa et Yalta, avec des avant-propos ajoutés pour l'édition allemande de 2015, laquelle contient des textes bien plus récents sur Dnipro, Donetsk, Kharkiv et bien sûr Kyiv (et spécialement Maidan). Si l'on excepte les écrits introductifs de la seconde édition allemande (2022) et de l'édition française (2024), c'est seulement à partir de la page 355 que la séquence historique inaugurée par l'attaque russe du 24 février 2022 devient le sujet du livre, qui en compte 399 (hors annexes), et surtout par une évocation magistrale du drame de Marioupol.

Au demeurant, tous les chapitres, formidablement documentés, nous en apprennent beaucoup sur la géographie, l'histoire, l'architecture, l'internationalisme culturel, la singularité attrayante de ces villes. Karl Schlögel leur rend justice, avec une précision passionnée qui convainc de leur profonde européanité au milieu du nouveau désordre mondial. ■



L'avenir se joue à Kyiv - Leçons ukrainiennes
de Karl Schlögel
Traduit de l'allemand (*Entscheidung in Kiew*)
Éditions Gallimard
Mars 2024 - 432 pages

Robert Menasse : Die Welt von morgen - Ein souveränes demokratisches Europa - und seine Feinde

Am 12. Mai dieses Jahres stellte Robert Menasse sein 2024 erschienenenes, erneut dem Thema Europa gewidmetes Buch „Die Welt von morgen“ in einer Podiumsdiskussion in der Brüsseler Vertretung von Baden-Württemberg einem zahlreichen Publikum vor. Der Verfasser des nachfolgenden Beitrags hörte zu und schätzte die unprätentiöse und geduldige Art des Buchautors, mit der dieser seine Thesen für die Zukunft der europäischen Integration vortrug. In einem kurzen Gespräch im Anschluss sagte der Verfasser zu Robert Menasse, dass er das Buch in einer Zeitschrift der Ehemaligen besprechen werde. „Schicken Sie mir den Druck“, antwortete dieser und gab seine Karte.

Der Europäische Niemand

Robert Menasse, 1954 in Wien geboren, ist europäischen Lesern als zeitkritischer Essayist und Romanautor bekannt. Seit Beginn der 2020er Jahre hat er sich in seinen Publikationen vorrangig dem politischen Geschehen in der EU zugewandt, oft satirisch und ironisch, immer mahnend besorgt um den Fortgang der europäischen Einigung¹. In Anlehnung an eine Flugschrift aus dem frühen 18. Jahrhundert, die ihn faszinierte, bezeichnet sich Robert Menasse im ersten Abschnitt seines neuen Buches als ein **Europäischer Niemand**. Das sei jemand, der die Einheit in der kulturellen Vielfalt Europas wahrnehme, der die Vorstellung von einem friedlichen und sozialen Europa in den neuen Entwicklungen seiner Zeit als „konkrete Utopie“ weiterdenke und der sich den zu überwindenden politischen Realitäten entgegensetze. Er wolle „beflissen sein, Niemanden zu beleidigen, zu Jedermanns Nutzen“.

Generalthema des Buches

In den 38 Abschnitten seines Buches - manche nur wenige Sätze oder einen Absatz lang - skizziert Robert Menasse seine „konkrete Utopie“ einer europäischen Welt von morgen. Diese

¹ Hauptstadt“, Roman (vergl. dazu Bemerkungen von J. Erdmenger im Ecrin Nr. 82, April 2018) und im Jahr 2022, „Die Erweiterung“, Roman. Die Bücher wurden jeweils mit bedeutenden Preisen, u.a. des Europäischen Parlaments, ausgezeichnet.

von Jürgen Erdmenger

Mitglied des Redaktionskomitees

werde in einer nachnationalen souveränen Demokratie bestehen! Sie werde aus der Weiterentwicklung des von der Gründungsgeneration in den 50er Jahren des letzten Jahrhunderts eingeleiteten Prozesses der europäischen Einigung entstehen. Dieser Prozess führe zu einer fortschreitenden Verminderung des politischen Einflusses der einzelnen Nationalstaaten zugunsten einer gemeinsamen Politik der Bevölkerung ganz Europas in gemeinsamen demokratischen Institutionen. Der Erzfeind dieser heute notwendigen Weiterentwicklung sei der allenthalben wiedererwachende Nationalismus. Dieser habe die Erfahrungen und Lehren aus den Katastrophen der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts vergessen und werde jetzt auch bei den nationalen politischen Eliten immer hoffähiger. Wenn diese zwar nicht einfach antieuropäisch seien, so suchten sie doch meist in der halbfertigen EU nichts anderes als ihr „nationales Interesse“ zu vertreten.

„Ist das Glas also halbvoll oder halb leer? Wie mich diese Phrase nervt! Es geht doch darum, ob wir die Möglichkeit haben, nachzuschicken!“ Robert Menasse.

Souveränität der Bürger

Robert Menasse umschreibt die Gestalt seines demokratischen Europas der Zukunft nicht genau. Ihm geht es prinzipiell um die Souveränität der Bürger und nicht um die Souveränität von Nationen oder Staaten. In Anlehnung an Überlegungen in der alten kuk-Monarchie denkt er an „Rahmenbedingungen“ für die Gleichberechtigung aller Europäer. Letztere würden mit Statuten der **Personalautonomie** ohne notwendig damit verbundene **Territorialautonomie** in größeren Gebietseinheiten leben. Deren Grenzen müssten nicht denen der heutigen Nationalstaaten gleich sein. Der Gedanke der **Personalautonomie** entspricht den Sprachgemeinschaften als Funktionskörperschaften, wie sie neben den Regionen, den Gebietskörperschaften, im heutigen Belgien bestehen. Es lohnt sich über diese Idee auf europäischer Ebene weiter nachzudenken.

Es ist gut, dass Menasse nicht mit alten Begriffen wie etwa dem der Republik versucht, die Zukunft zu beschreiben. Es ist unter Pro-Europäern eine ausgemachte Sache, dass der Integrationsprozess flexibel sein muss und auch staatsrechtlich zu Lösungen sui generis führen kann.

Verdienst des Buches

So liegt denn das Verdienst der „Welt von morgen“ vor allem darin, dass Robert Menasse in immer neuen Varianten in einer höchst gewandten und originellen Sprache radikal auf die Defizite aufmerksam macht, welche die heutige EU aufweist und die der zögerlichen Haltung der Mitgliedstaaten geschuldet sind. Diese Defizite gilt es zu überwinden, wenn Europa den Herausforderungen von Gegenwart und Zukunft gewachsen sein soll.

Robert Menasse beklagt zu Recht, dass einzelne Mitgliedstaaten die Errungenschaften der EU, wie etwa den Schengenraum, in Frage stellen oder anderweit das bestehende Recht missachten. Er weist aber auch daraufhin, dass schon der Lisabon-Vertrag, der 2009 in Kraft getreten ist, Elemente enthält, die eher die Rolle der Nationalstaaten als die der Union selbst stärken. So kritisiert er insbesondere die Vorgehensweise des Europäischen Rates, der nach dem alten Konsensprinzip des Völkerrechts und nicht nach der Gemeinschaftsmethode arbeitet und immer stärker alles wichtige Geschehen in der EU dominiert. Natürlich befasst Menasse sich auch mit dem unpraktischen Prinzip, „Jedem Mitgliedstaat ein Kommissar“.

Er meint zudem wie Viele, dass der Europäische Rat zu viel Einfluss auf die Wahl des Kommissionspräsidenten hat, beklagt das Fehlen einer gemeinsamen Wahlordnung der Mitgliedstaaten für die Wahl zum Europaparlament und bemängelt die Einstimmigkeit in der Außen- und Sicherheitspolitik. Er vermisst die Harmonisierung der Sozialsysteme und der Unternehmenssteuern, die zu dem misslichen Standortwettbewerb der Mitgliedstaaten führen und Vieles mehr.

Kurzum, Robert Menasse mahnt: Bewahrt das Erreichte und bringt den europäischen Einigungsprozess wieder in Fahrt. Hören wir seine Stimme! ■



Die Welt von morgen

Ein souveränes demokratisches Europa - und seine Feinde

von Robert Menasse

Suhrkamp Verlag 2024

192 Seiten

Robert Menasse : Le Monde de demain („Die Welt von morgen“)

Une Europe souveraine et démocratique - et ses ennemis

« Le monde de demain » que Robert Menasse, auteur autrichien, esquisse dans son nouvel essai est l'Europe du futur. L'auteur imagine une « utopie concrète » d'une Europe souveraine, démocratique et post-nationale dans laquelle vivent les peuples différents selon leurs cultures en paix dans un cadre juridique commun : l'unité dans la diversité. Cette utopie pourrait devenir réalité si le processus de l'in-

tégration pouvait continuer selon les idées développées par ses pères après la Seconde Guerre mondiale, l'UE d'aujourd'hui n'étant qu'une construction à moitié achevée. Mais l'auteur ne se fait pas d'illusions. L'intégration risque d'être faussée voire interrompue complètement par la renaissance du nationalisme qui gagne du terrain partout en Europe actuellement. Il consacre donc une grande partie de son livre

à pointer du doigt les différentes formes ouvertes ou dissimulées par de belles paroles de ce nationalisme dangereux qui n'a plus sa place dans le monde du 21^{ème} siècle avec ses défis pour l'humanité entière. Le livre finit donc par un appel urgent à conserver l'acquis et à redémarrer le processus de l'intégration européenne telle que prévue initialement.

Daniel Cohn-Bendit : itinéraire d'un Européen



Dans son livre « Souvenirs d'un apatride », récemment publié avec Marion Van Renterghem, Daniel Cohn-Bendit passe pour la première fois en revue l'ensemble d'une vie publique certainement unique. Comme l'écrit Marion Van Renterghem, « L'homme qui a toujours cru le bonheur possible est un Juif allemand franco-européen, acteur et commentateur de la vie politique des deux pays auxquels il appartient, dont la vie est le reflet de l'histoire mouvementée des quatre-vingts dernières années ».

Daniel Cohn-Bendit est né apatride en France en 1945, de parents allemands militants de gauche exilés d'Allemagne en 1933. Sa jeunesse se passe entre la France et l'Allemagne où son père est retourné. A 13 ans, il quitte son statut d'apatride pour devenir allemand et pour échapper au service militaire en France. Après ses études secondaires en Allemagne, il

retourne en France, à Nanterre. Il y deviendra l'icône des événements de mai 68, parlant à tous, sans jamais adhérer à aucun des extrémismes de gauche et toujours anti-communiste. Icône dont il a voulu se distancier pour manifester sa vraie nature : « J'ai évolué vers un libéralisme libertaire qui correspond au besoin profond... de parler avec tout le monde... au fond d'être centriste dès le début. Tout cela me rendait atypique et singulier dans tous les milieux... Ce n'est que bien plus tard que j'ai compris que j'étais un libéral-libertaire ».

L'évolution vers la primauté à la démocratie

De retour à Francfort, il découvre un mouvement « alternatif qui veut s'émanciper de l'Allemagne autoritaire... en communautés organisées », ainsi qu'une remise en cause par une partie de la jeunesse de la responsabilité de leurs parents dans le nazisme. Pour Cohn-Bendit : « La révolte contre l'autorité... se confondait en Allemagne avec la révolte contre le nazisme... La force qui a obligé la société allemande à se remettre en question, c'est le bulldozer qu'a été le mouvement étudiant ».

C'est dans ces années 70 que, confronté à des idéologies radicales et au terrorisme de la Fraction Armée Rouge, il en vient à penser que le seul moyen de faire de la politique est de le faire dans le cadre des institutions démocratiques et que « l'opposition extra parlementaire » a atteint ses limites : « J'ai intégré dans mon logiciel théorique le sens profond de la démocratie

par Jean-Pierre Dubois

Ancien fonctionnaire à la Commission, DG Concurrence, Service juridique, DG Développement

parlementaire et de l'Etat de droit, seul garant de la protection des libertés ».

Au moment de l'émergence des Verts allemands, il rencontre Joschka Fischer. En 1980, naît un parti autonome, de centre gauche et écologiste, « Die Grünen », les « Verts ». Avec son ami Fischer, futur ministre des Affaires étrangères du gouvernement Schroeder, il rejoint les Verts. En 1989, il est élu conseiller municipal Vert et devient adjoint au maire à la mairie de Francfort. Il y réussit l'intégration des immigrés de l'époque. Cohn-Bendit livre alors, sur les années 60-90, un tableau passionnant sur la vie politique agitée de l'Allemagne, et en particulier sur l'évolution des Verts allemands face au terrorisme et à la guerre en Bosnie.

Le rôle central du Parlement européen

Le 12 juin 1994, il est élu député au Parlement européen avec l'appui de son ami Fischer. « Quatre mandatures ... sous l'étiquette des Verts (allemands et français) en obtenant les meilleurs scores jamais atteint par ces partis ... décuplant le poids des Verts ... De 1994 à 2014 ... il s'est passionnément consacré ... à sa volonté de bâtir un fédéralisme européen », sans quelquefois résister à la provocation. Pour Cohn-Bendit, cette évolution vers la défense de l'Europe est une nécessité, « comme s'il avait trouvé dans son identité européenne la possibilité d'être enfin toutes ses identités à la fois, français, allemand, juif ».

Son combat pour l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen a été constant, car pour lui, la souveraineté nationale a été balayée par la mondialisation : « Dans trente ans, plus aucun État membre ne fera partie du G8. Même pas l'Allemagne ». Seule l'Europe peut encore garantir à ses États membres une place sur l'échiquier mondial. Le Parlement est aussi le lieu où il faut, pour avancer, accepter des compromis. Pour lui, avec une certaine dose d'optimisme, il n'y a pas de problèmes qui ne puisse se résoudre par un compromis, sans jamais céder sur la démocratie et l'état de droit. Il conteste le

préjugé selon lequel les travaux du Parlement européen seraient « hors sol ». Pour une vraie démocratie européenne, il est partisan d'« une réforme du mode de scrutin avec l'instauration de listes européennes, condition pour un espace public européen ». Sur un plan plus politique, Cohn-Bendit, instruit entre autres par la guerre en Bosnie, est un ardent défenseur de l'Ukraine.

En conclusion, la nature de ses rapports avec de nombreux hommes politiques allemands et français au plus haut niveau est révélatrice de l'influence que ce parlementaire atypique a pu avoir

sur certains aspects de la vie politique de ces deux pays, et du crédit attaché à son action publique comme à ses idées, même si celles-ci sont loin d'avoir toujours rencontré l'adhésion qu'il souhaitait. Il demeure un des Européens qui a le mieux compris les enjeux actuels et la nécessité de renforcer la démocratie au niveau européen. ■

Souvenirs d'un apatride
de Daniel Cohn-Bendit
Avec Marion Van Renterghem
Éditions Miallet-Barrault
Mars 2025, 240 pages

MOI, EUROPE

Femme, déesse, continent

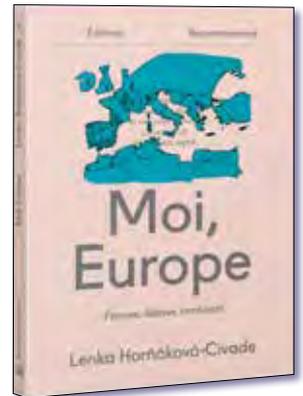
Lenka Horňáková-Civade est écrivaine, scénariste et peintre tchèque. Depuis quelques années elle écrit en français. Son livre est à la première personne.

Elle s'installe dans une gare et interpelle ses voisins dans la salle d'attente : « *Je suis Europe* », les réactions fusent, diverses, intriguées parfois indifférentes, voire intéressées et interrogatives ou agacées. Que veut-elle ? Pourquoi ne dit-elle pas *Je m'appelle Europe* ?

Elle veut être reconnue, elle a une histoire, elle raconte de nombreux événements plus ou moins connus qui lui sont arrivés, l'ont marquée, il y a la version officielle puis son interprétation très personnelle... Elle répètera régulièrement et dans diverses langues européennes son affirmation : *Je suis Europe... Sono Europa... Ma olen Euroopa... Ich bin Europa... Eu sou a Europa... Já jsem Evropa... I'm Europe...* Chaque fois il y a des réactions et elle reprend son récit, continue à expliquer, raconter, inventer peut-être ... Elle insiste

par **Gabrielle Clotuche**
Membre du Comité de rédaction

car elle veut être reconnue, ainsi elle reprend avec insistance que depuis l'Antiquité de nombreuses représentations d'elle ont circulé : fille de Roi donc princesse, mieux déesse païenne, carte de géographie-portrait d'une reine puissante mais fragile, tout simplement femme et belle.

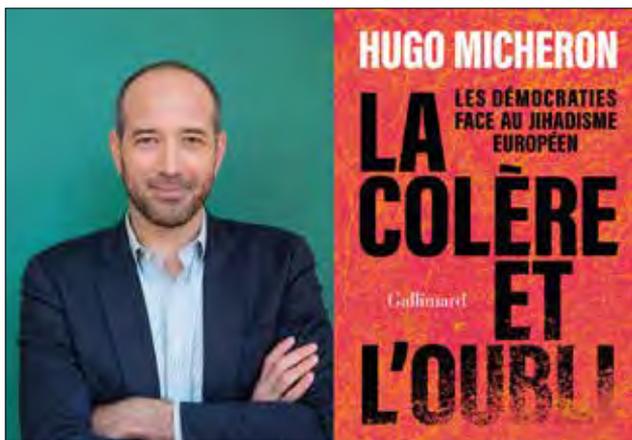


Pourquoi pas un mythe ? Ceux-ci sont essentiellement masculins, c'est le moment pour les femmes d'y penser et de citer la *Complainte d'Europe* adressée à Charles Quint et Ferdinand 1^{er} et reliée à la carte-portrait. Un petit livre rose fané paru aux Éditions Reconnaissance qui laisse à penser et nous renvoie à l'Europe que l'on tente de construire et renforcer... À offrir, à s'offrir... ■

Moi, Europe - Femme, déesse, continent
de **Lenka Horňáková-Civade**
Éditions Reconnaissance -
Collection Mythes au féminin
Mars 2025 - 128 pages

Hugo Micheron :

La colère et l'oubli, les démocraties face au djihadisme européen



Parmi la floraison de livres sur le terrorisme, les écrits d'islamologues improvisés et les innombrables ouvrages polémiques, ce livre bien documenté et néanmoins accessibles à tous, mérite l'intérêt, au moins pour deux raisons.

D'une part, au lieu de considérer le djihadisme comme un sous-produit de l'effervescence des banlieues, des Molenbeek et autres territoires en crise, il apporte une vision européenne d'un phénomène à tendance mondialiste, répandu désormais dans presque tous les pays d'Europe occidentale, y compris les vertueux nordiques, bien qu'il aient fait en ce domaine des efforts plus importants que les autres. Chacun pourra ainsi comparer ce qu'il observe du problème dans son pays d'origine ou de résidence, avec ce qui se passe dans des États membres aussi différents que le Danemark ou l'Espagne.

D'autre part, ce livre est le produit d'une longue recherche qui a aussi l'avantage de remonter assez loin dans l'histoire. Il montre comment le djihadisme s'est propagé à partir de la guerre contre les Soviétiques

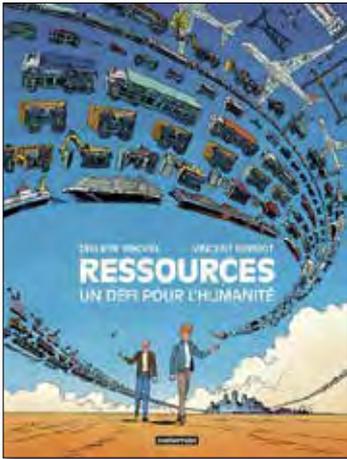
en Afghanistan, avant de métastaser jusque dans les contrées les plus paisibles de l'Europe occidentale. Il explique comment sa propagation est avant tout le produit d'une idéologie massivement financée par les pétromonarchies du Golfe, avant que celles-ci ne comprennent assez tardivement que l'exportation du terrorisme ne les préservait pas des attentats. Si la France en est l'objectif principal, elle n'est pas la seule visée. Malgré sa tolérance vis-à-vis du *Londonistan*, le Royaume-Uni n'a pas été épargné. Le cas de la Belgique est aussi souligné, en raison de sa sous-traitance de l'islam aux Wahhabites d'Arabie saoudite, qui lui a donné une teinture assez particulière.

Hugo Micheron nous livre ainsi le résultat de plusieurs années d'analyse attentive, étayée par de nombreux témoignages et une abondante bibliographie. Il conclut son ouvrage par une douzaine de recommandations conforme au respect de l'état de droit, à l'encontre du « *tout répressif* » qu'on trouve souvent dans les médias.

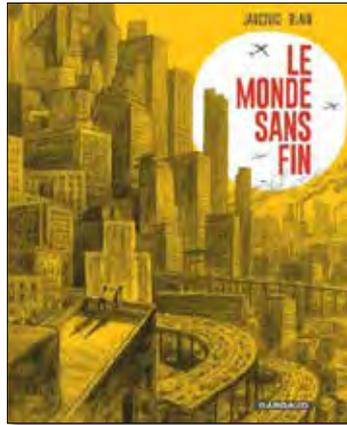
Au total, une vaste analyse récemment accessible en livre de poche, agréable à lire, qui ne nécessite pas de connaissance particulière de l'islam, écrit de manière tolérante et réaliste, qui ne scandalisera que ceux qui sont dans le déni du problème. ■

La colère et l'oubli, les démocraties face au djihadisme européen
de Hugo Micheron
Folio, éditions Gallimard,
Paris 2024, 400 pages

Trois bandes dessinées de grande classe



Dans **RESSOURCES** (170 pages), l'ingénieur Philippe Bihoux et le dessinateur Vincent Perriot s'allient pour nous faire toucher, du doigt et des yeux, des visions possibles du devenir de l'humanité. À en croire les milliardaires de la Silicon Valley, notre intelligence produira des métavers, des intelligences artificielles immensément puissantes, des robots autonomes pour des activités minières dans l'espace etc. La conquête spatiale sur Mars se réaliserait, puis nous voyagerions hors du système solaire. Les énergies renouvelables et les voitures électriques nous permettraient même d'accroître l'actuel confort de vie de type occidental. La croissance économique se poursuivrait, tout en réduisant l'impact environnemental par une dématérialisation toujours plus grande. Balivernes de science-fiction ou réalité en marche ? Par de superbes dessins et un scénario original, on comprend mieux la contrainte sur les ressources matérielles. On est embarqué dans un voyage dans le passé, le présent et des futurs... possibles ou impossibles, si on se donne la peine de comprendre ce qu'est une exponentielle. Et pour les moins matheux, aucune crainte, tout est superbement illustré et très pédagogique.

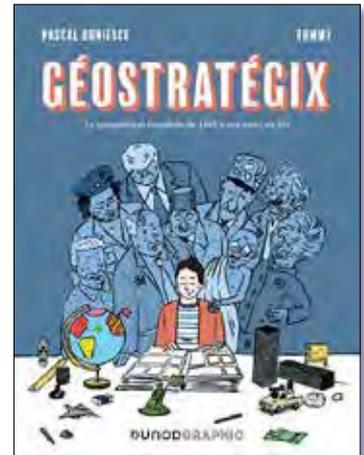


LE MONDE SANS FIN est le best-seller de Jean-Marc Jancovici et Christophe Blain, (avec plus d'une vingtaine de versions linguistiques!). Cette BD de 152 pages est, en France, la meilleure vente de livres de l'année 2022, avec plus de 1 million d'exemplaires vendus ! Évidemment, avec un pareil succès de librairie, les critiques en France sont proportionnelles à cette réussite. Vous jugerez par vous-même si l'aplomb et l'humour de Jean-Marc Jancovici vaut le détour. Selon moi, oui ! Notre planète est « finie » et ses limites planétaires se rapprochent dangereusement : changement climatique, effondrement de la biodiversité, dégradation et destruction des sols, pollutions globales... Alors peut-on croître indéfiniment ? La BD saura remettre nos pendules à l'heure quant aux illusions techno-solutionnistes pour maintenir la croissance du produit intérieur brut, du moins celle qui correspond à la production. Car sur le papier, certes, le PIB peut croître, mais ne serait-ce pas par une illusion... financière ?

GEOSTRATEGIX (L'intégrale) est un condensé illustré de l'histoire du monde contemporain, écrit par le géopolitologue Pascal Boniface. La fresque (328 pages), illustrée par les dessins et les cartes de

par **Nathalie Vercruyse**

Ingénieure de formation, diplômée en relations internationales, a travaillé à la Commission dans les domaines de la recherche et de la prospective. Pensionnée depuis 2019, membre de EU Staff 4 Climate, groupe proactif acteur de la transition écologique, au sein des institutions européennes.



Tommy, couvre de la fin de la seconde guerre mondiale jusque 2023. Les grands enjeux de ce monde se comprennent bien mieux lorsqu'on met en perspective le passé, le présent et les ambitions politiques. Avec quelques touches ludiques pour garder l'intérêt du lecteur, ce livre est une contribution originale pour saisir les rouages de certains faits majeurs et leurs développements historiques, sans jamais tomber dans une polarisation primaire. Construction européenne, mise en place de dictatures militaires sur les différents continents, grands acteurs des relations internationales, conflits géopolitiques. Rien n'est laissé dans l'ombre. Par la magie de la bande dessinée, on se sentira peut-être attiré par l'étude approfondie des sujets géopolitiques. ■

Europa versus “imperia”

We zijn in een andere wereld terechtgekomen. Wat na WOII opgebouwd werd en onder meer in het “Westen” welstand en veiligheid bezorgde is niet meer vanzelfsprekend. Onze belangrijkste bondgenoot en garant voor veiligheid gaat een andere kant op, die blijkaar eerder aansluit bij de politiek van onze traditionele tegenstander, een autoritaire macht die geen tegenspraak duldt. Macht wordt terug de determinerende factor, eventueel gesteund of gestuurd door nationalistische, of religieuze ideologieën.

Verder hadden we de verwachting dat door handel en economische onderlinge afhankelijkheid allen erop zouden vooruitgaan en dat regimes zouden evolueren naar meer democratie. Globalisering heeft geleid tot wereldwijd meer welvaart, zij het niet gelijk verdeeld. Economie over de grenzen heen is maar houdbaar als alle partijen zich aan overeenkomsten en regels houden, die voor de zwaksten vormen van “voorkeursbehandeling” kunnen inhouden. Hoe langer hoe minder werden de regels gerespecteerd. Niet enkel de economie heeft te kampen met het niet respecteren van overeenkomsten, misdaden in alle vormen en omvang is overal ter wereld, versterkt door technologische vooruitgang, in opmars. Moderne oorlogsvoering beperkt zich niet tot gewapend treffen op slagvelden maar eveneens in hybride vormen (fake news -leugens en bedrog-) enorm versterkt door misbruik van “sociale” media; en verder sabotage, cybercriminaliteit. . .

In autoritaire, dictatoriale regimes trekken machthebbers alle macht naar zich. Politieke, gerechtelijke, media en burgerlijke tegenmachten worden ingetoomd of uitgeschakeld. Dit leidt tot onderdrukking, waarbij enkelen zich veel toe-eigenen en de overgrote meerderheid het met weinig tot zeer weinig moet stellen. Corruptie wordt er een epidemie, wat de vooruitgang belemmert.

Doorheen de geschiedenis en wereldwijd waren autoritaire/dictatoriale regimes de regel. Vooruitgang was eerder beperkt, en de vruchten ervan kwamen overwegend ten goede aan de machthebbers en hun entourage. Zo er meer vrijheid toegelaten werd (“verlichte despoten”) konden economie, welzijn en cultuur meer stappen vooruitzetten. Af en toe en hier en daar konden

van Joris Declerck

Ambtenaar Commissie van 1977 tot 2004, respectievelijk in DG Landbouw, Ontwikkeling en Buitenlandse betrekkingen/Uitbreiding.

gebieden meer vrijheid afdwingen wat resulteerde in meer ondernemerschap, meer inventiviteit, meer productie meer handel, meer welvaart, en artistieke bloei. Zoals in onze middeleeuwse steden, ook al waren het nog geen volgroeide democratieën.

Momenteel zien we de terugkeer van imperia.

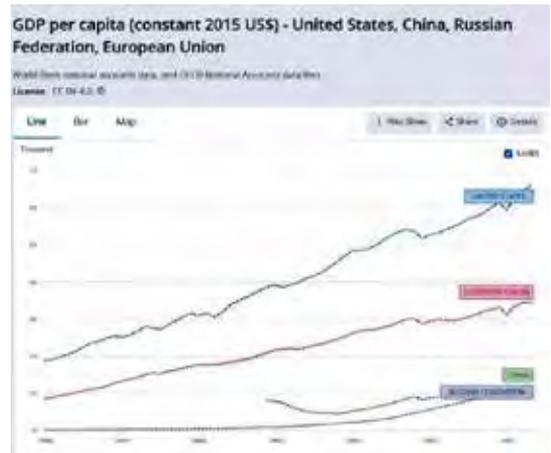
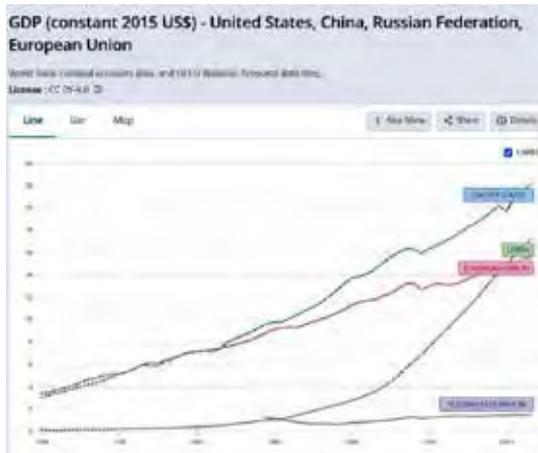
In hoofdzaak drie: het Russische, het Chinese, en nu ook het Amerikaanse (USA-Trump). Elk is bezig zijn rijk, of minstens zijn dominantie uit te breiden. De ambitie van Rusland is Europa domineren. China mag zich dan, vanuit Russisch standpunt, de baas voelen in Azië (buiten Rusland), en USA in de Amerikaanse continenten. Daarnaast zijn er enkele mindere mogendheden, die gelijkaardige ambities nastreven. De imperia beogen autoritaire modellen voor machtsuitoefening, maar kunnen serieus verschillen in economische macht en prestaties (zie grafieken). Wel zijn het alle drie kernmogendheden, en beschikken over uitgestrekte territoria en aanzienlijke natuurrijkdommen.

In tegenstelling tot autoritaire/dictatoriale regimes beogen democratieën, waaronder de EU, het welzijn van de gehele bevolking. Zowel vrijheid, verantwoordelijkheid en veiligheid zijn hierbij belangrijk. Meerwaardecreatie is een middel om samenlevingen in hun geheel welvarender te maken. De belangen van zij die meerwaarde creëren zijn belangrijk, maar eveneens die van allen die erbij betrokken zijn, ook van de samenleving, van het milieu en van het klimaat. Dit veronderstelt dat alle belanggroepen aan bod kunnen komen, wat dan weer vereist dat al zij die macht uitoefenen, inclusief de belangengroepen, er ook verantwoording over afleggen, en zo nodig kunnen gesanctioneerd worden. Vandaar het belang van degelijk functionerende democratieën, met machten en tegenmachten. En met de nodige instellingen en procedures die het nodige kader verschaffen.

Enkel verenigd kunnen de Europese landen zich in de wereld laten gelden. Iets wat de “imperia” niet zint, zij opteren eerder

voor “verdeel en heers”. Liberale democratieën worden eveneens van binnenin uitgehold onder meer door te veel ontsparingen (bedrog, geweld, criminaliteit...) en te weinig aandacht bij de bredere bevolking voor wat er werkelijk toe doet, zodat fantasten

en populisten vrije baan krijgen. Nuances verdwijnen, veel wordt gepolariseerd, verdraagzaamheid verdwijnt, en uiteindelijk is er geen “waarheid” meer. ■



▲ BBP en BBP/capita USA, China, Rusland, EU - Bron: Wereldbank

Les accords et les institutions mis en place après la seconde guerre mondiale, qui nous ont garanti la paix et la prospérité, sont de moins en moins respectés. La force est redevenue le facteur déterminant. Les régimes autoritaires progressent tandis que les démocraties libérales sont en déclin. L'histoire a cependant démontré que les sociétés disposant de suffisamment de liberté, de sécurité et de contre-pouvoirs étaient les mieux à même de garantir la prospérité pour l'ensemble de leurs populations. Les empires sont de retour. La Russie, la Chine et à présent également les États-Unis de Trump

s'efforcent d'élargir leur territoire, ou du moins leur domination. Quelques puissances moindres ont des objectifs similaires. Les pays européens ne peuvent s'imposer dans ce monde que s'ils agissent ensemble. Ceci déplaît aux « empires » dont la ligne d'action consiste à « diviser pour régner ». Les démocraties sont également menacées de l'intérieur, notamment par trop de dérives (fraude, violence et criminalité...) et par le manque d'intérêt des citoyens à l'égard de ce qui est réellement important, ce qui laisse le champ libre aux populistes.



© AIACE-BE

Secrétariat de l'AIACE Section Belgique

Julie Tomaselli assure la permanence au secrétariat les mardis et vendredis de 9h30 à 12h30.

Le secrétariat est également joignable par téléphone tous les matins entre 9h30 et 12h30.

Il est possible d'obtenir un rendez-vous sur place après en avoir précisé le sujet par téléphone ou par e-mail.

**Rue Van Maerlant, 18 - 03/58
B-1049 Bruxelles
Tél. 02 295 38 42
aiace-be@ec.europa.eu**

**Vous avez changé d'adresse ou d'adresse e-mail ?
Pensez à en informer le secrétariat de la section !**

APROPOS

Souhaitez-vous continuer à recevoir **Apropos en version papier?**

Apropos est également disponible en ligne sur le site de l'AIACE-BE :

www.aiace-be.eu sous la rubrique « Informations ».

Si vous ne voulez plus recevoir la version papier, vous pouvez :

- ▶ **envoyer un e-mail à : aiace-be@ec.europa.eu**
en précisant vos nom, prénom et n° de membre
- ▶ **écrire à l'adresse : AIACE Belgique,
Bureau VM-18 03/58, 1049 Bruxelles**
en précisant vos nom, prénom et n° de membre.

Would you like to continue receiving **the paper version of Apropos ?**

Apropos is also available online on the AIACE-BE website : www.aiace-be.eu under « Informations ».

If you no longer wish to receive the paper version, you can :

- ▶ **send an email to : aiace-be@ec.europa.eu**
stating your name, surname and member nr
- ▶ **send a letter to : AIACE Belgique,
Bureau VM-18 03/53, 1049 Brussels**
stating your name, surname and member number.



© Adobe Stock

FR | **APPEL à Contributions**

Vous désirez envoyer une contribution personnelle sur un sujet d'intérêt européen (politique, économie, culture, ...)?

Vous désirez réagir à un article qui a été publié dans Apropos?

Envoyez-moi un courriel ou écrivez au secrétariat de l'AIACE-Belgique.

Vos contributions ne doivent pas excéder 1.000 mots. Elles seront publiées sous réserve de l'accord du Comité de rédaction.

NL | **Uw bijdragen graag !**

Wilt u een persoonlijke bijdrage insturen over een onderwerp van Europees belang (op politiek, economisch, cultureel of ander vlak) ?

Wilt u reageren op een artikel dat in Apropos is verschenen ?

Stuur mij dan een mail of schrijf naar het secretariaat van de AIACE-België.

Uw bijdragen mogen ten hoogste 1.000 woorden omvatten. Zij zullen worden gepubliceerd onder het voorbehoud van instemming van het redactiecomité.

DE | **Aufruf zu Beiträgen**

Sie möchten einen persönlichen Beitrag zu einem Thema von europäischem Interesse (politisch, wirtschaftlich, kulturell) senden ?

Sie möchten sich zu einem Artikel äußern, der im Apropos veröffentlicht wurde ?

Senden Sie mir eine E-Mail oder schreiben Sie an das Sekretariat der AIACE-Belgien.

Ihre Beiträge sollten 1.000 Wörter nicht überschreiten. Sie werden vorbehaltlich Zustimmung des Redaktionskomitees veröffentlicht.

EN | **Call for contributions**

You would like to send a personal contribution on a matter of European interest (political, economic, cultural ...)?

You might like to react to an article appearing in Apropos?

Send me an e-mail or write to me at the AIACE-Belgium.

Contributions must not exceed 1.000 words. They will be published subject to the agreement of the editorial Committee.

Richard Hay (1942-2025)

Richard Hay studied at the Universities of Edinburgh and Oxford. In late 1972 he was invited to join the Cabinet of Christopher Soames as an expert on budgetary and economic matters. When Christopher Tugendhat succeeded Soames in 1977, Hay became his Head of Cabinet. Under Tugendhat, he was responsible for the personnel, budget and administrative portfolios. In 1979, Hay moved into the Commission's permanent services, first joining DG II (Economic and Financial Affairs) as a Director. In 1981, he became Deputy Director-General in DG IX (Personnel and Administration) and, in 1986, he was promoted to Director-General. He remained Director-General of DG IX until his departure from the Commission in early 1991. After leaving the Commission, Hay took up a post with a Christian charity for some years, then undertook theological training and was ordained as a priest in the Church of England, serving as a parish priest in Addlestone, Surrey, for eight years. He served as President of AIACE-INT between 2011 and 2015, and remained its honorary president until his death. He died peacefully on 12 June 2025, following a stroke, at the age of 83. ■



© AIACE.BE

Giuseppe Ciavarini Azzi (1938-2025)

Giuseppe (Pino pour les intimes) était né à Naples le jour de Noël 1938. En 1964, il a intégré la Commission CEE au Secrétariat exécutif qui deviendra rapidement, à la Fusion des exécutifs, le Secrétariat général de la Commission unifiée. Il y fera toute sa carrière et collaborera avec Emile Noël durant 23 ans, jusqu'au départ à la retraite de celui-ci en 1987. Il y a occupé des fonctions très différentes selon les circonstances, ce qui lui a permis de diversifier ses expériences. Parti en pension en 2001, Giuseppe a continué son action en faveur de l'intégration européenne. Il a enseigné à Sciences Po Paris durant plus de dix ans et a été parmi les premiers membres du Comité qui, avec l'ensemble des Anciens, a collaboré à l'histoire de la Commission - projet Histcom (3 volumes publiés jusqu'à présent, de 1958 à 2000). ■



© AIACE.BE

Paul Collowald (1923-2025)

Alsacien, ayant subi l'annexion de l'Alsace et de la Moselle, Paul Collowald a été depuis toujours un militant de la réconciliation franco-allemande et de l'Europe. C'est par le journalisme qu'il a abordé les débuts de l'Europe en devenant correspondant du journal Le Monde à Strasbourg. En 1958, il commença sa carrière européenne au Service commun d'information des exécutifs des Communautés européennes dirigé par son ami Jacques-René Rabier. Il se retrouva alors à Bruxelles où il mènera une brillante carrière dans le domaine de l'Information qu'il terminera comme directeur général de l'Information et des Relations Publiques du Parlement européen. Nommé président d'honneur de l'Association Robert Schuman et membre du Conseil de la Fondation Jean Monnet, il ne cessera jamais de garder vivante la mémoire des « Pères de l'Europe ». Après près de quatre vingts ans d'un engagement sans faille en faveur de l'idéal européen, il est décédé à l'âge de 102 ans. ■



© AIACE.BE

Dieter Frisch (1931-2025)

Originaire du Palatinat, Dieter était arrivé à Bruxelles en 1957 comme interprète au sein de l'équipe chargée de l'interprétation dans la négociation des traités de Rome. En 1960, il entra à la DG Concurrence et en 1964 devint l'assistant du directeur général de la DG VIII (Développement). Il y passera les deux tiers de ses 36 ans de service, interrompus seulement par un passage de six ans comme directeur à la DG Budget (1977-1982). Au développement, de 1982 jusqu'à son départ en 1993, il a occupé le poste de directeur général où il a été notamment en charge des négociations de Lomé III et IV. Son départ à la retraite ne l'avait toutefois pas éloigné des affaires européennes et surtout de la coopération au développement. Il était régulièrement consulté par diverses instances aussi bien officielles que non-gouvernementales. Il avait publié plusieurs ouvrages, dont une étude sur cinquante années de politique de développement de l'Union européenne. ■



© AIACE.BE

**L'AIACE Belgique exprime ses plus sincères condoléances
aux familles et aux proches**

© Adobe Stock

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
ACHAB Mohammed	28/07/47	1/08/12	3/06/25	CES
ADLAM Gordon	10/07/33	1/04/96	18/04/25	CJ
ANDERMANN Ursula	1/08/44	1/09/19	21/04/25	COM
ARRIGHI-BOULANGE Jacqueline	1/07/37	1/03/15	28/04/25	COM
ASSENBAUM Marie-Madeleine	26/09/41	1/10/06	12/05/25	PE
BAKKER-TURLOT Julienne	16/02/31	1/09/04	18/04/25	COM
BECHERER Rudolf	10/05/29	1/06/94	4/04/25	COM
BEKAERT Ghislaine	18/05/37	1/10/01	20/06/25	COM
BELLEC Monique	25/09/49	1/02/14	29/03/25	COM
BENNETT Pamela	16/07/28	1/02/10	20/05/25	COM
BENNETT Jean Louise	19/07/29	1/12/20	6/04/25	COM
BENZ Balthasar	5/03/57	1/09/19	3/04/25	EEAS
BERGO Jean-Marie	22/02/45	1/01/07	29/05/25	COM
BEVAART Jan	21/02/35	1/04/95	28/05/25	COM
BIGLIOCCA Carla	17/06/35	1/09/96	25/05/25	COM
BISHOP Joan	26/09/30	1/09/10	7/06/25	COM
BLAZQUEZ RUBIA Lucrecio	6/01/43	1/03/03	4/06/25	COM
BLOIS Anne-Marie	2/03/33	1/04/98	19/05/25	CJ
BLOM Hermina Theodora Maria	24/09/32	1/02/86	18/03/25	PE
BOLLINI-ALBERTO Giuseppina	18/06/30	1/07/90	17/04/25	COM
BOSELLI Luigi	3/06/36	1/07/01	15/04/25	COM
BRESCHI Enrico	6/03/23	1/04/88	14/05/25	COM
BRETHVAD Pernille	1/02/54	1/12/12	22/06/25	PE
BRICOULT Georgette	3/04/35	1/05/00	29/04/25	COM
BUREL-LECUYER Solange	12/10/32	1/03/05	22/05/25	COM
CAPITANIO Antonio	20/08/31	1/06/94	17/06/25	COM
CAPOBIANCHI-FANELLI Rosa	18/01/30	1/01/91	11/06/25	COM
CARVALHO Maria	30/11/51	1/12/12	28/04/25	PE
CELANT Enrico	7/07/35	1/04/97	10/04/25	COM
CIAVARINI AZZI Giuseppe	25/12/38	1/10/01	29/04/25	COM
COLLIN Jean-Louis	15/11/25	1/02/90	7/06/25	COM
CONRARDY Marie-Josée	25/09/42	1/03/03	13/04/25	COM
COPPENS-VERNIMMEN Louise	21/05/37	1/06/02	14/04/25	COM
CUYPERS Marc	5/03/36	1/04/01	14/04/25	COM
DALBON Maria	6/04/35	1/02/23	21/06/25	COM
DAMO Marilena	3/08/44	1/04/04	21/05/25	COM
DE ALBUQUERQUE Augusto	5/09/50	1/10/16	21/05/25	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
DE BRABANDER Antoine	30/03/48	1/12/12	26/04/25	COM
DE DONA Galliano	6/07/35	1/08/00	16/04/25	PE
DE TORRES SIMO Pedro	9/03/42	1/04/02	2/06/25	COM
DECHAMPS Barbara	3/11/40	1/01/01	2/06/25	COM
DELBECQ Yvonne	10/06/35	1/06/24	5/04/25	COM
DEMAEGHT Jean	23/09/42	1/01/03	19/04/25	CJ
DERAED Dominique	18/05/55	1/02/17	13/04/25	COM
DOBRAVSKY Helga	17/03/32	1/04/01	9/05/25	COM
DOS REIS VIGARIO Jose	15/11/38	1/06/01	7/05/25	COM
DUCHESNE Jean	16/03/30	1/04/95	14/04/25	COM
EHLERMANN Claus	15/06/31	1/08/95	10/04/25	COM
EICHINGER Franz	4/10/41	1/09/04	9/06/25	CM
ESPOSITO Mario	8/05/26	1/08/84	22/06/25	COM
EVENS Chantal	1/11/48	1/12/13	9/05/25	CES
FENIGSTEIN Marianne	16/11/23	1/12/88	20/05/25	PE
FLORIAN-OCHS Ursula	6/07/32	1/03/90	21/04/25	COM
FORTE Mario	15/11/31	1/12/96	21/04/25	COM
FORTHOMME Pierre	1/08/35	1/08/96	29/05/25	COM
GIANNINI Gigliola	25/05/28	1/06/93	29/03/25	PE
GILIARD-VAN DAMME Marie-Claire	9/12/40	1/04/08	13/02/25	COM
GILLIS Fanny	13/01/48	1/01/10	25/04/25	COM
GIRALDO Carlo	17/05/35	1/06/00	14/05/25	COM
GLANIA Yvette	16/02/40	1/02/02	19/04/25	COM
GOERGEN Michel	15/06/42	1/08/14	9/02/25	CC
GONZALEZ DE URIARTE Isabel	15/05/36	1/06/01	19/05/25	COM
GORDON-SMITH Angela	22/12/32	1/02/16	27/04/25	CM
GRIFFIN Margaret	9/09/55	1/09/19	3/05/25	COM
GROSSETIE Jean-Claude	2/08/43	1/12/06	4/06/25	COM
GRUENEBERG-JOCHAM Margarete	24/09/32	1/05/07	17/05/25	COM
HAFERKAMP-HERZ Renée	19/11/28	1/12/93	20/03/25	COM
HAURIE Yves	16/06/37	1/12/97	28/03/25	COM
HAY Richard	4/05/42	18/02/02	12/06/25	COM
HECHT Oscar	29/07/37	1/01/99	25/06/25	COM
HENDRICKX Roger	7/03/41	1/08/98	10/06/25	CM
HENNECKEN Karin	27/06/47	1/01/09	6/06/25	COM
HESS Carla	19/02/48	1/05/11	16/05/25	COM
HOERNSCHEMEYER Carmen	23/07/30	1/09/86	26/04/25	COM
HUGHES Gunn-Lisbeth	2/11/43	1/07/20	1/05/25	COM
IMBERT Armand	14/12/41	1/01/06	29/04/25	COM
KALTI Maria	1/07/52	1/03/17	20/05/25	COM
KAPEL Jacobus	21/10/40	1/08/01	1/05/25	COM
KASPARIAN Rafi	26/09/45	1/11/19	22/05/25	COM

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
KAUFFMANN-GREGORIUS Catherine	26/01/54	1/07/14	7/04/25	COM
KEITEN-VERLEYEN Yvette	20/12/39	1/04/89	6/02/25	COM
KILROY Peter	26/09/46	1/06/24	30/03/25	COM
KLEIN Danielle	13/12/51	1/01/18	22/03/25	PE
KOORENNEEF Charlotte	25/05/39	1/12/12	17/05/25	COM
KORN Mads	18/06/55	1/07/20	30/05/25	COM
KRAEMER Hildegard	12/11/27	1/10/14	2/04/25	COM
KRAGH-BROE Ingrid	7/11/50	1/09/04	1/05/25	COM
KUUSISTO Arto	19/08/59	1/09/22	25/03/25	COM
LA PIETRA Giuseppe	12/01/41	1/05/99	15/06/25	COM
LALEURE Jean	10/09/47	1/08/85	10/04/25	PE
LEARMONTH James	5/12/32	1/01/98	10/05/25	PE
LEO Giuseppe	28/07/29	1/04/92	20/04/25	COM
LEONELLI Franco	26/01/35	1/02/90	14/06/25	COM
LEUWER Margret	13/08/45	1/03/06	28/03/25	COM
LHOST Gerard	27/01/40	1/02/05	13/05/25	COM
LIBOTTE Guido	9/03/37	1/04/02	14/06/25	COM
MAGI Luigi	1/07/42	1/01/07	22/06/25	COM
MALBOIS-MONIEZ Brigitte	13/11/36	1/08/08	6/05/25	COM
MANIERI Graziella	4/11/31	1/05/11	14/04/25	COM
MCCOY Leonard	22/08/55	1/05/12	11/06/25	CM
MCLEAN Gwendoline	22/01/55	1/02/17	8/05/25	CM
MEANEY Richard	16/01/42	1/06/24	5/04/25	COM
MERCIER-TILLY Louise	1/01/29	1/02/94	18/04/25	COM
MESSINA Carmelo	18/02/35	1/03/00	16/03/25	COM
MIDDENDORP Joop	9/12/47	1/06/24	17/04/25	COM
MITCHELL Raymond	8/05/46	1/05/92	23/05/25	COM
MITOSOS Achilleas	10/04/47	1/07/10	31/03/25	COM
MOERS Gerda	11/01/54	1/03/17	2/06/25	COM
MOLLERS-DEVALET Myriam	17/03/64	1/04/22	8/06/25	PE
MORELLI Aldo	26/12/46	1/01/03	31/05/25	CM
NARDONE Costantina	20/04/48	1/11/13	13/04/25	COM
NELIS Georgette	5/02/55	1/05/19	21/05/25	COM
NICOLAU Antonio	26/03/51	1/10/11	1/04/25	COM
NOWINA-KONOPKA Piotr	27/05/49	1/11/12	13/06/25	PE
NTEMERE Rose	7/11/43	1/11/93	7/04/25	COM
PAEZ LE CORRE Alain	1/10/67	1/09/22	9/05/25	OHIM
PALOMO BAUTISTA Mariano	18/10/34	1/11/99	6/03/25	COM
PERKINS Desmond	8/11/36	1/12/01	17/05/25	COM
PETRILLO Maria Teresa	26/08/41	1/09/06	14/05/25	COM
PINO Eugenio	12/05/38	1/06/03	10/05/25	COM
PISSARELLO Antonietta	25/08/33	1/11/97	2/06/25	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
PLUMIER Suzanne	27/05/32	1/10/18	20/05/25	COM
QUIQUEMPOIS Smilja	28/02/35	1/03/00	8/05/25	COM
QUIRCI-MONDANI Dina	27/08/32	1/08/02	16/04/25	COM
REIS-LEAL Maria	9/09/35	1/01/99	21/04/25	PE
REVERCEZ-PLACE Simone	28/10/35	1/06/24	2/04/25	COM
ROMAINVILLE Marie-Therese	16/04/40	1/08/16	28/05/25	COM
ROMANO Felice	20/01/55	1/10/18	22/06/25	COM
ROSSI FERRERAS Francisco	28/09/53	1/01/16	29/04/25	COM
SAGUIN Elisabeth	11/01/45	1/10/12	26/04/25	COM
SANTOPINTO Marco	13/03/38	1/10/00	24/06/25	COM
SBORDONI Sergio	17/12/36	1/03/08	21/06/25	COM
SBORDONI Sergio	17/12/36	1/01/01	21/06/25	COM
SCHIRRA Mario	9/01/53	1/02/18	30/05/25	COM
SCHUETZE Hildegard	27/12/34	1/01/95	29/04/25	COM
SERGIO Giovanni	20/11/41	1/12/06	13/04/25	COM
SIMEON Michel	27/11/41	1/12/06	17/04/25	COM
SIMOND Marius	28/05/31	1/01/93	16/04/25	CES
SMISSAERT Brunhilde	17/01/38	1/10/99	25/02/25	COM
SORINI Paola	21/06/35	1/07/22	28/01/25	COM
STAES Roland	13/09/30	1/11/23	17/04/25	COM
TERWEDUWE Simonne	13/04/32	1/09/12	31/05/25	COM
THORSEN Else Maria	5/01/50	1/05/13	26/04/25	PE
TORSELLO Amelia	27/08/43	1/09/03	9/05/25	COM
TRAMACERE Damiano	7/11/38	1/12/03	25/04/25	COM
VALY Jean	19/08/32	1/07/96	19/06/25	COM
VAN DEN DOOREN Laurretta	24/07/56	1/06/97	16/06/25	COM
VAN DER CAM Christiane	31/12/30	1/01/91	22/04/25	COM
VAN DROOGENBROECK Valère	23/02/49	1/01/10	28/05/25	CM
VAN HECKE Anne-Marie	23/09/28	1/04/92	25/04/25	COM
VANNUETEN Claude	9/11/36	1/03/01	18/05/25	CM
VERLEURE Danielle Lilian	14/12/45	1/06/15	21/04/25	CM
VESTERGREN Charlotte	7/08/48	1/09/13	30/03/25	COM
VEZZETTI Giovanna	17/03/34	1/04/17	12/04/25	COM
VOLANTE Serafino	29/05/36	1/07/88	11/05/25	COM
WADE-ROYSTON Jacqueline	27/02/49	1/03/03	29/03/25	CES
WERTHAUER Philippe	16/02/23	1/03/88	18/06/25	COM
WILSON Barrie	13/11/39	1/04/04	27/04/25	COM
WUYTS Machteld	14/07/39	1/01/25	3/05/25	CM
ZEH Manfred	6/02/39	1/03/04	26/04/25	COM

